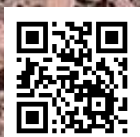


RÉALISATION DES MÉGAPROJETS MINIERS

L'Etat veut passer à la vitesse supérieure

Les grands projets structurants, tels que la mine de fer de Gara Djebilet, la mine de zinc et de plomb d'Oued Amizour, et la mine de phosphate à Bled El Hadba, sont d'une importance essentielle dans la relance économique engagée par les pouvoirs publics que le Président Tebboune a relevé lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, dimanche. En effet, le Chef de l'Etat, n'a pas manqué de souligner la nécessité d'exécuter ces projets miniers structurants «à la vitesse maximale», jusqu'à leur entrée en service, en respectant tout ce qui a été décidé au préalable, compte tenu de leur poids et de leur impact positif majeur sur l'économie nationale. P 3



COMPTES ÉCONOMIQUES DE 2021 À 2023

**Accroissement de 5%
du PIB, à 33 638,3
milliards DA**

En 2023, l'économie algérienne a enregistré une croissance en termes réels de l'ordre de 4,1% contre 3,6% en 2022. Ces premières évaluations de la croissance globale indiquent que la performance économique en 2023 est significative, selon l'Office national des statistiques (ONS) dans sa dernière Note sur les comptes économiques de 2021 à 2023.

P 2

AVEC UNE PRÉVISION DE 6,9 MILLIONS DE TONNES DE RÉSERVES DE BLÉ

**L'Algérie renforce ses
stocks stratégiques**



Une augmentation notable des stocks stratégiques en céréales est prévue pour la campagne 2024/2025, avec des réserves de blé atteignant 6,9 millions de tonnes, réparties entre les installations publiques et privées, selon le dernier rapport du département américain de l'agriculture (USDA), publié le 1er octobre.

P 5

FORMATION PROFESSIONNELLE

**Près de 400.000
nouvelles places
pédagogiques pour
la prochaine rentrée**

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a indiqué, hier, que le secteur offrait près de 400.000 nouvelles places pédagogiques à l'échelle nationale, à l'occasion de la rentrée professionnelle 2024/2025 (session d'octobre).

P 16

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

**Organisation
de six foires à l'étranger
en 2025** P 2

COMMERCE

**Début de la commercialisation
progressive du café au prix
plafonné** P 3

PÉTROLE

**Le baril de Brent proche
des 80 dollars** P 4

UNIVERSITÉ DE MÉDÉA-
NESDA**Signature
d'une
convention de
partenariat**

Une convention a été signée entre l'Université Yahia-Fares de Médéa et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) pour renforcer les relations de partenariat avec les structures de soutien à l'entrepreneuriat, a-t-on appris lundi auprès du rectorat. La signature de cette convention s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'ouverture de l'Université sur son environnement en vue de rentabiliser davantage le cursus pédagogique des étudiants à travers la promotion et l'encouragement de leur esprit entrepreneurial, a expliqué le recteur, Djaafar Bouarouri. Au titre de cette convention, les étudiants vont bénéficier d'orientation, d'encadrement et de qualification en phase de post-graduation, en sus de session de formation spécialisée pour développer leurs compétences dans la conduite de projets, a-t-il ajouté. Selon le recteur, la convention de partenariat est une "opportunité supplémentaire" pour les étudiants, susceptible de les aider à proposer des projets innovants et à faciliter leur intégration dans le circuit économique.

COMPTES ÉCONOMIQUES DE 2021 À 2023

**Accroissement de 5% du PIB,
à 33 638,3 milliards DA**

En 2023, l'économie algérienne a enregistré une croissance en termes réels de l'ordre de 4,1% contre 3,6% en 2022. Ces premières évaluations de la croissance globale indiquent que la performance économique en 2023 est significative, selon l'Office national des statistiques (ONS) dans sa dernière Note sur les comptes économiques de 2021 à 2023.

Par Sirine R.

Le PIB de 2023, exprimé aux prix courants, est évalué à 33 638,3 milliards de DA contre 32 039,5 milliards de DA en 2022, soit un taux d'accroissement nominal de 5,0% dégageant ainsi une variation annuelle de 0,9% de l'indice implicite des prix du PIB.

Cette légère hausse du niveau du déflateur du PIB s'explique essentiellement par la baisse enregistrée dans les prix des produits des hydrocarbures. Ainsi le prix du baril de pétrole brut est passé de 103,8 US \$ le baril en 2022 à 83,6 US \$ en 2023 soit une diminution de 19,5% en 2023 par rapport à 2022. Par secteur, le secteur agricole a enregistré un taux de croissance de 3,0%, marquant un ralentissement par rapport à l'année 2022 où la croissance avait atteint 5,3%. Par ailleurs, la valeur ajoutée du secteur de la pêche enregistre une légère baisse de 0,4% en 2023, par rapport à une baisse de 0,3% en 2022.

Quand aux industries extractives, une performance de 4,9% a été affichée en 2023, après une baisse de 5,1% enregistré en 2022. La valeur nominale des industries extractives en 2023, est évaluée à 4 831,5 milliards de DA, contre 6 278,7 milliards de DA en 2022, ce qui représente une diminution en valeur courante de 23, 1%, selon la même source. Les industries manufacturières ont enregistré, de leur côté, un ralentissement en passant de 12,8% en 2022 à 2,4% en 2023. Aux prix courants, la valeur ajoutée a été évaluée à 3 126,8 milliards de DA en 2023, contre 3 272,8 milliards de DA en 2022, enregistrant ainsi une diminution en valeur courante de 4,5%. Le secteur de l'électricité et du gaz a enregistré une croissance de 4,5%, en baisse



par rapport au 5,6% observé en 2022. Malgré cette décélération, les différentes activités au sein de ce secteur ont toutes connu des évolutions positives, montrant une résilience et une capacité à maintenir une performance robuste dans un contexte économique changeant, précise l'ONS.

Par ailleurs, le secteur de la construction a affiché une performance robuste, avec une croissance de 3,4% en volume de sa valeur ajoutée, bien que ce taux soit légèrement inférieur à l'augmentation de 4,0% enregistrée en 2022. Cette croissance en volume reflète une augmentation réelle de l'activité dans le secteur, malgré une légère décélération par rapport à l'année précédente. Aux prix courants, la valeur ajoutée de la construction a été évaluée à 4 314,7 milliards de DA en 2023, contre 3 842,9 milliards de DA en 2022, enregistrant ainsi une diminution en valeur courante de 12,3%. S'agissant du commerce extérieur, les importations et les ex-

portations ont affiché une augmentation durant l'exercice de 2023.

Les échanges extérieurs de biens et services montrent une hausse notable des importations en 2023, avec une augmentation globale de 17,9%. Les importations de marchandises ont connu une croissance significative de 19,0%. Cette augmentation reflète une demande accrue pour divers biens. Parallèlement, les importations de services ont également progressé, avec un taux d'évolution de 10,2%. Quand aux exportations, elles ont affiché une augmentation en volume de 3,4%, après une légère baisse de 0,1% en 2022. Les exportations de biens ont enregistré une croissance de 3,5% contrastant avec la baisse de 1,2% observée l'année précédente. En revanche, les exportations de services ont connu une hausse en volume de 1,4% en 2023, bien que cette croissance soit nettement inférieure à l'augmentation de 13,8% enregistrée en 2022.

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Organisation de six foires à l'étranger en 2025

Par Selma R

S'inscrivant dans le cadre des efforts de l'Etat pour la promotion des exportations hors hydrocarbures, l'Agence nationale pour la promotion du commerce extérieur (Algex) a tracé un programme officiel de la participation de l'Algérie aux manifestations économiques à l'étranger au titre de l'année 2025. En effet, cette Agence prévoit l'organisation de six foires consacrées à la promotion du «made in algéria» à l'étranger, indique Algex dans un communiqué.

Elle a précisé que «ces salons concerneront les produits algériens en Mauritanie, en Éthiopie, en Côte d'Ivoire, en Chine, en Jordanie et au Sultanat d'Oman».

Ces événements permettront d'exposer divers produits de différents secteurs avec autorisation de vente, indique la même source, soulignant que les dates de ces salons seront fixées en coordination avec les ambassades de l'Algérie dans ces pays.

L'Algérie participe, en outre, aux foires internationales à Hanoï (Vietnam) en avril, Tripoli (Libye) en mai, Sfax

(Tunisie) en juin, de Dar es-Salaam (Tanzanie) en juillet, et Accra (Ghana) en octobre 2025. L'Algérie participera également à l'exposition internationale de La Havane (Cuba) en novembre 2025 et à l'exposition internationale de Dakar (Sénégal) entre novembre et décembre de la même année.

De plus, l'Algérie prendra part à neuf salons spécialisés, dont le Salon de l'industrie alimentaire de Londres (IFE) au Royaume-Uni en mars prochain, le Salon «Medic West Africa» à Lagos (Nigeria) du 16 au 18 avril

2025, ainsi que le Salon «Pharma Expo» à Ouagadougou (Burkina Faso) en mai, le Salon «Aqua Farm» en Italie du 12 au 13 février, le Salon international «YAPI» à Istanbul (Turquie) en avril, et le Salon «Breakbulk» aux Pays-Bas du 15 au 18 mai. L'Algérie sera aussi présente au «Web Summit» à Doha (Qatar) du 23 au 26 février, au Salon international de l'artisanat de Milan (Italie) du 30 novembre au 7 décembre, ainsi qu'au Salon international du livre du Caire (Égypte) du 24 janvier au 6 février 2025.

Quotidien économique

Les Enjeux
EcoEdité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554Gérant
Belmihoub
AbdelazizDirecteur de
publication
Radji ZahirSiège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005
001700000003889 09Impression
Centre : SIADistribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉALISATION DES MÉGAPROJETS MINIER

L'Etat veut passer à la vitesse supérieure

Les grands projets structurants, tels que la mine de fer de Gara Djebilet, la mine de zinc et de plomb d'Oued Amizour, et la mine de phosphate à Bled El Hadba, sont d'une importance essentielle dans la relance économique engagée par les pouvoirs publics, que le Président Tebboune a relevé lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, dimanche. En effet, le Chef de l'Etat, n'a pas manqué de souligner la nécessité d'exécuter ces projets miniers structurants «à la vitesse maximale», jusqu'à leur entrée en service, en respectant tout ce qui a été décidé au préalable, compte tenu de leur poids et de leur impact positif majeur sur l'économie nationale.

Par Réda Hadi

Evidemment si l'importance de ces projets a été mise en relief, il n'en demeure pas moins qu'ils ne doivent pas l'être au dépend des questions environnementales. A cet égard, Tebboune a également ordonné de choisir les sites appropriés pour les unités d'épuration et de traitement, tout en les rapprochant des points d'eau, des sources d'énergie et des voies ferrées. Pour des observateurs, les propos et les instructions du Président ne sont pas dénués d'à-propos, au vu de retards enregistrés dans l'exécution ou la réception de ces projets.

Et de préciser que cet état de fait est retenu à l'actif des conditions climatiques, durant lesquelles les différents chantiers marquent une pause jusqu'au mois de septembre. En effet, hormis les projets relevant du secteur de l'Education nationale, les autres secteurs dont entre autres, le secteur de l'habitat et les travaux publics, c'est le calme plat sur les chantiers.

Des économistes pour leur part avancent, qu'en ce qui concerne les projets miniers, les retards qui peuvent être enregistrés, auront un impact significatif au regard des prévisions. Et ceci, est que tous ces projets avant leurs aboutissements ont demandé des études préliminaires, des forages, des analyses et des études plus approfondies qui ont donc demandé beaucoup de temps, avant leurs confirmations.

En amont, le secteur des Mines, sous exploité durant plusieurs décennies, s'inscrit désormais au cœur de la stratégie de diversification de l'économie nationale, grâce, notamment, à la révision de son cadre législatif et au lancement de méga projets structurants.

Il faut savoir qu'avec un potentiel de plus de 1.000 ressources minérales souterraines, notamment le fer, le phosphate, le zinc, l'or et le manganèse, le secteur minier en Algérie recèle en effet, des potentialités énormes. Cette situation de sous exploitation des ressources minières a conduit les hautes autorités du pays, sous les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à adopter un plan d'action (2020-2024) visant à redynamiser le secteur et lui permettre une meilleure contribution dans la croissance de l'économie nationale et la création d'emplois, notamment dans les zones désormais désenclavées. Cela expliquent des spécialistes, la nécessité de réaliser ces projets, conformément aux projections. L'entrée en service de ces sites miniers aura des retombées sur l'industrie nationale à travers notamment la transformation des matières premières extraites. S'agissant de la mine de fer de Gara Djebilet (Tindouf), les travaux ont été déjà entamés par la mise en exploitation du gisement en juillet 2022 suivi par le lancement du projet d'usine de traitement primaire du minerai de fer, en décembre 2023. Cette mine est l'une des plus grandes au monde en termes de réserves avec près de 3,5 milliards de tonnes de minerai de fer et une capacité de production de 2 à 3 millions de tonnes/an dans une première étape (2022-2025). Parallèlement, un projet d'une nouvelle ligne ferroviaire reliant Bechar-Tindouf-Gara Djebilet sur une distance de 950 km avait été aussi lancé et dont les travaux connaissent une cadence de réalisation satisfaisante selon les services du ministère des Travaux publics et des infrastructures de base, sachant qu'un comité conjoint multisectoriel a été créé en juillet dernier pour superviser le suivi et la mise en

œuvre de ce projet qui devra permettre la création de 15.000 à 20.000 postes d'emploi directs et indirects.

De la même envergure, le projet du phosphate intégré (PPI) de Bled El-Hadba (Tébessa) doit placer l'Algérie comme l'un des principaux pays exportateurs d'engrais et de fertilisants, avec une production annuelle prévisionnelle de plus de 6 millions de tonnes de produits phosphatés. Ce site minier comprend également une nouvelle ligne ferroviaire, dont les travaux de réalisation sont au stade très avancé, en vue de raccorder la mine de phosphate au projet de la ligne ferroviaire minière Est reliant plusieurs mines aux usines de traitement et de transformation. Le projet permettra une fois réceptionné le transport de plus de 10 millions de tonnes/an de phosphate extrait de Bled El Hadba, ainsi que sa transformation, son traitement et son exportation, pouvant générer des revenus de 2 milliards de dollars/an, de même qu'il permettra d'élargir et de diversifier les activités économiques aux niveaux local et national avec des projections de création de 14.000 emplois. Quant au projet d'exploitation du gisement de zinc et de plomb à Oued Amizour (Bejaïa), il est également considéré d'envergure mondiale de par son potentiel minier exploitable, estimé à 34 millions de tonnes pour une production annuelle de 170.000 tonnes de concentré de zinc. S'étendant sur une superficie de 23,4 hectares, ce site est de nature à "positionner l'Algérie sur le marché international et va s'accompagner d'une création de quelque 786 emplois directs et plus de 4.000 autres indirects, d'après le ministère de l'Energie et des mines qui prévoit la réalisation, à travers ce projet, d'un chiffre d'affaires de 215 millions de dollars.

COMMERCE

Début de la commercialisation progressive du café au prix plafonné

La commercialisation des premières quantités de café sur les marchés de gros au prix plafonné a débuté, dimanche, dans le cadre des démarches de préservation du pouvoir d'achat des citoyens, selon un responsable au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. Dans une déclaration à l'APS, le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités au ministère, M. Ahmed Mokrani, a précisé que «certains producteurs avaient commencé, dimanche, à injecter d'importantes quantités de café depuis les usines conformément aux prix réglementés stipulés dans le décret exécutif 24-279, et ce de manière progressive», faisant savoir que ces premières quantités ont été injectées sur les marchés de gros avant de s'étendre à la chaîne de distribution de détail.

«Cette opération fait suite aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune portant affectation d'une enveloppe financière pour compenser la différence entre le prix d'achat du café sur les marchés mondiaux, qui a connu une hausse dernièrement, et celui appliqué sur le marché national», a ajouté le responsable.

Dans les prochains jours, le citoyen pourra acquérir ce produit avec le nouveau prix subventionné stipulé dans le décret exécutif 24-279, fixant le prix plafond du café à la consommation et les marges bénéficiaires plafonds à l'importation ainsi qu'à la distribution aux stades de gros et de détail. Selon le texte de loi, le prix de vente définitif est fixé à 1250 DAKG pour le café vert, torréfié ou moulu «Arabica» et à 1000 DAKG pour le café vert, torréfié ou moulu «Robusta».

«Les services du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations ont tenu plusieurs réunions avec tous les importateurs (tant ceux activant dans la vente en l'état que les transformateurs) pour expliquer les dispositions du décret et donner toutes les garanties nécessaires à la prise en charge rapide des opérations de compensation de la différence de prix qui a atteint des niveaux records», a-t-il ajouté.

R.E.

SE FÉLICITANT DU MODÈLE FINANCIER DU PLF 2025

Tebboune ordonne la création d'une Agence des grands équilibres du budget de l'Etat, de la prospective et de la planification

Synthèse S.R.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est félicité, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, du modèle financier du projet de loi de finances pour l'année 2025, qui ne prévoit aucune hausse d'impôts, ordonnant la création de l'Agence nationale des grands équilibres du budget de l'Etat, de la prospective et de la planification. «Le président de la République s'est félicité du modèle financier du projet de loi de finances qui ne prévoit aucune hausse d'impôts concernant la vie quotidienne des citoyens», indique un communiqué du Conseil des ministres. Il a également

ordonné "la création de l'Agence nationale des grands équilibres du budget de l'Etat, de la prospective et de la planification, pour un suivi minutieux des sous-budgets et budgets sectoriels en consécration de la transparence", et que "le projet de loi de finances 2025 soit adapté aux grands projets qu'il s'est engagé, auprès du peuple algérien, à réaliser, dont deux millions de logements, les projets du secteur de l'Energie et des Mines et la création de 450.000 nouveaux emplois".

Dans ce cadre, le président de la République a ordonné "l'augmentation substantielle du montant de l'allocation touristique octroyée une fois par an au profit des citoyens voyageant à l'étranger,

ainsi que l'augmentation de l'allocation du hadj et de la bourse des étudiants, à l'intérieur du pays et à l'étranger". Le président de la République a, par ailleurs, ordonné d'"imposer les sanctions les plus sévères, avec fermeture immédiate et retrait des registres de commerce, aux spéculateurs sur les lubrifiants pour véhicules parmi ceux qui augmentent, de manière injustifiée, les prix. Il en est de même pour les produits locaux comme la pomme, désormais commercialisée aux prix des fruits importés". Aussi, il a insisté sur la poursuite, par l'Etat, du développement à un rythme croissant, notamment en encourageant la production et l'investissement

en tant que catalyseur économique, conclut le communiqué.

Sur un autre registre, le Président Tebboune a insisté sur l'importance d'accorder une attention extrême à la cybersécurité et à la vigilance, lors de l'acquisition des équipements et matériels, ce domaine étant étroitement lié à la Sécurité Nationale. Dans le même contexte, le président de la République a enjoint le Gouvernement de «prendre, en coordination avec le ministère de la Défense nationale, toutes les mesures, tout en sollicitant les compétences algériennes, notamment universitaires, estimant que le projet de numérisation fait partie intégrante des fondements de l'Algérie triomphante».

PÉTROLE

Le baril de Brent proche des 80 dollars

Les cours du pétrole montaient lundi, poussés par les tensions géopolitiques et par des indicateurs économiques favorables aux Etats-Unis. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prend 1,83% à 79,56 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, gagne 2,25%, à 76,05 dollars. La publication vendredi d'un rapport sur le marché de l'emploi américain plus solide que prévu rassure les marchés sur la capacité de la demande américaine à accroître la demande de pétrole mondiale. "Une demande accrue d'énergie aux Etats-Unis contribuera à compenser la faible demande de pétrole persistante en Chine", selon des analystes.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Le prix de l'or à plus de 2.600 dollars l'once

Le prix de l'or s'est maintenu lundi à plus de 2.600 dollars l'once. Le cours de l'or au comptant a diminué de 0,2% par rapport à la séance précédente en s'établissant à 2.647,43 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain sont restés inchangés à 2.666,80 dollars. La conjoncture géopolitiques pourrait soutenir les flux de valeurs refuges pour le métal jaune, selon des analystes du marché aurifère. Les lingots ont tendance à être un investissement privilégié dans un environnement de taux d'intérêt bas et en période d'incertitudes politiques et économiques. Parmi les autres métaux, le cours de l'argent au comptant est resté stable à 32,17 dollars l'once. Le platine a gagné 0,5% à 989,36 dollars et le palladium a progressé de 1% à 1 022,20 dollars.

MIGRATION DU SERVICE IDOOM ADSL VERS IDOOM FIBRE

Algérie Télécom lance une plateforme digitale

Algérie Télécom a le plaisir d'annoncer le lancement de sa nouvelle plateforme digitale dédiée à la migration de l'offre Idoom ADSL vers Idoom Fibre, destinée aux abonnés résidentiels et professionnels. Ce service permet aux clients de tester leur éligibilité de manière simple et rapide avant de procéder à la migration afin de profiter d'un débit de haut et très haut débit. La plateforme offre une interface intuitive, permettant aux utilisateurs de vérifier, en quelques étapes seulement, si leur ligne est éligible à la fibre optique. Une fois l'éligibilité confirmée, les abonnés

pourront demander la migration en ligne, sans avoir à se déplacer à nos agences commerciales. Pour tester leur éligibilité, nos clients sont invités à consulter le lien suivant : <https://www.algeriatelecom.dz/fr/migration> Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie de digitalisation d'Algérie Télécom pour offrir à ses clients des solutions plus performantes, tout en facilitant l'accès à des services numériques de qualité. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.algeriatelecom.dz

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	405,00	NC	0,00	-0,38	-5,53	7,82	7,41	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 280,00	NC	0,00	3,78	-1,77	6,84	7,89	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 293,00	NC	0,00	0,76	0,18	12,06	5,45	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,23	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	-3,31	-16,46	2,03	-	0	0,00

SONAREM

Accréditation de deux laboratoires l'ORGM

Deux laboratoires de l'Office national de la recherche géologique et minière (ORGM), filiale du groupe Sonarem, viennent d'être accrédités par l'Organisme algérien d'accréditation (Algerac), a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines. "Le groupe Sonarem, à travers le laboratoire des sciences minérales de l'EPE ORGM Spa, sis à Boumerdes, qui a obtenu, en novembre 2021, son accréditation délivrée par Algerac, à la norme internationale ISO/CEI 17025 version 2017, pour un cycle de trois ans, vient d'être accrédité pour un nouveau cycle de quatre ans", lit-on dans le communiqué. Dans le même sillage, le laboratoire régional de Tamanrasset vient d'être accrédité selon le même référentiel inter-

national 17025 Version 2017, ajoute le même source. Le groupe Sonarem dispose désormais des premiers laboratoires accrédités des mines en Algérie, confirmant ainsi la qualité des travaux fournis dans le domaine de la recherche et l'exploration minière, tel qu'il est admis par les normes reconnues à l'international (JORC australienne, n 43-101 canadienne et autres). Ces laboratoires ont pour mission de réaliser des études et analyses sur des roches et minerais, comprenant des analyses chimiques et pétro-minéralogiques sur les différents échantillons prélevés lors de travaux d'explorations minières. Aussi, ces laboratoires sont dotés d'équipements spécialisés de dernières technologies en la matière et des techniques de pointe pour

identifier les minéraux, évaluer les concentrations de métaux précieux ou d'autres ressources permettant de fournir des informations essentielles pour prendre des décisions éclairées concernant l'exploitation des ressources minérales. Le laboratoire de Boumerdes est également doté d'un hall d'essais semi-industriels (usine pilote) où sont rassemblées toutes les techniques de base du traitement de minerais à même d'étoffer toute étude de faisabilité d'un projet d'exploitation minière. "De nouvelles perspectives à l'horizon s'ouvrent pour le groupe Sonarem qui ambitionne d'exporter ses services à l'échelle régionale sur le continent africain", ajoute le ministère dans son communiqué.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Signature de 9 conventions de coopération pour renforcer la formation par apprentissage à Ghardaïa

mode apprentissage au niveau de ces entreprises et institutions pour bénéficier de l'expérience professionnelle requise dans le domaine, ce qui contribue à renforcer les relations dans divers domaines entre le secteur de la formation et l'environnement économique, et permet aussi la création de nouveaux postes d'emploi pour les stagiaires, a-t-il souligné. Dans le même contexte et au titre de la coopération entre les secteurs, des conventions de coopération ont été également signées avec les secteurs de la formation professionnelle des wilayas de Bordj Bou Arre-

ridj et de Boumerdès, a fait savoir le même responsable. En prévision de la nouvelle rentrée de la formation, la direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Ghardaia a lancé une caravane d'information et de sensibilisation, qui sillonnera plusieurs groupements urbains à travers les communes de Ghardaïa, Daya Ben Dahoua et Metlili, en sus de l'organisation d'une semaine ouverte sur le secteur, qui vise à mieux informer le public sur les opportunités de formation disponibles dans diverses spécialités.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 06 أكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 06 Octobre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
		DA / Kg	دج / كغ		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	90	109	70	البطاطا
	Tomate	118	138	97	الطماطم
	Oignon sec	57	65	49	البصل الجاف
	All sec	409	469	349	الثوم الجاف
	Carotte	80	90	71	الجزر
	Navet	117	130	104	لفت
	Poivron	116	132	101	الفلفل الاخضر
	Piment	137	155	118	الفلفل الحار
	Courgette	165	182	149	الكوسة
	Haricot vert	238	263	212	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	136	150	122	الخس
	Pomme locale	401	511	291	التفاح المحلي
	Datte	534	668	400	التمر
	Melon	99	111	87	البطيخ الاصفر
	Pastèque	90	99	82	البطيخ الاحمر
	Poire	401	498	303	الاجاص
	Raisin	205	260	150	العنب
Produits d'origine animale	Banane	437	453	422	الموز
	Viande bovine locale	1784	1924	1643	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	435	448	422	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)

AVEC UNE PRÉVISION DE 6,9 MILLIONS DE TONNES DE RÉSERVES DE BLÉ

L'Algérie renforce ses stocks stratégiques

Une augmentation notable des stocks stratégiques en céréales est prévue pour la campagne 2024/2025, avec des réserves de blé atteignant 6,9 millions de tonnes, réparties entre les installations publiques et privées, selon le dernier rapport du département américain de l'agriculture (USDA), publié le 1er octobre. Cette politique de stockage a été renforcée suite à la pandémie de Covid-19 et aux perturbations du commerce mondial provoquées par la guerre en mer Noire. Face à ces défis, le ministère de l'Agriculture algérien a pris des mesures pour augmenter les capacités de stockage des céréales, visant à atteindre 9 millions de tonnes d'ici la fin de 2024. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large visant à garantir la sécurité alimentaire et à se prémunir contre d'éventuelles crises économiques ou climatiques.

Par Mourad A.

L'Algérie, l'un des plus grands consommateurs de blé en Afrique du Nord, subventionne largement la production de pain, avec un prix fixé à environ 10 centimes de dollar pour une baguette. Cependant, afin de lutter contre le gaspillage alimentaire, le gouvernement a encouragé la population à réduire sa consommation de pain. Malgré ces efforts, la consommation de blé continue de croître, l'USDA estimant qu'elle atteindra 11,2 millions de tonnes en 2023/24 et 11,35 millions de tonnes en 2024/25. Parallèlement, la production nationale de blé reste «insuffisante» pour couvrir la demande intérieure. Les terres agricoles consacrées aux céréales s'étendent sur environ 3,069 millions d'hec-

tares, dont 1,6 million pour le blé dur et 1 million pour l'orge. Toutefois, les conditions climatiques, notamment la sécheresse persistante dans l'ouest du pays, compromettent régulièrement les récoltes, entraînant une dépendance accrue aux importations. Pour l'année 2023/24, les importations de blé devraient dépasser les 9 millions de tonnes, une tendance qui devrait se maintenir, malgré une amélioration progressive de la production locale, indique l'USDA dans son rapport. Ces importations massives sont en partie motivées par la stratégie du gouvernement de constituer des stocks pour prévenir les pénuries et stabiliser le marché intérieur. Les importations de blé dur, bien que moins importantes que celles de blé tendre, restent cruciales pour la stabilité du secteur agroalimen-

taire. Afin de réduire cette dépendance, le gouvernement algérien a lancé des projets ambitieux pour étendre les surfaces cultivées, notamment dans les régions désertiques du sud. D'ici 2028, un million d'hectares supplémentaires seront consacrés à la culture des céréales, dont 500 000 hectares pour le blé et l'orge. Cette expansion s'inscrit dans un vaste plan de développement agricole visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire et à réduire la facture des importations. L'Algérie a également intensifié ses efforts pour diversifier ses sources d'approvisionnement en blé, en augmentant ses importations depuis la Russie, le Canada et le Mexique. Grâce à des réformes, telles que l'assouplissement des normes sur le blé importé, le pays a élargi son marché à de nouveaux fournisseurs.

Cette diversification est cruciale pour répondre aux besoins du pays face aux fluctuations du marché mondial. En conclusion, bien que l'Algérie progresse significativement dans l'augmentation de sa production céréalière et la constitution de stocks stratégiques, elle reste dépendante des importations pour satisfaire une demande intérieure croissante. Les politiques gouvernementales, visant à renforcer la production nationale et à améliorer les infrastructures de stockage, constituent des étapes essentielles pour garantir la sécurité alimentaire et réduire la vulnérabilité aux crises internationales. Cependant, des défis climatiques et économiques persistent, nécessitant des efforts constants pour assurer la résilience du secteur agricole algérien.

COMMISSION ARABE DES SYSTÈMES DE PAIEMENT ET DE RÈGLEMENT Début à Alger de la 29^e réunion ordinaire

Les travaux de la 29e réunion ordinaire de la Commission arabe des systèmes de paiement et de règlement ont débuté, lundi à Alger, au niveau de la Banque d'Algérie, avec la participation de directeurs des départements des systèmes de paiement et de règlement ainsi que des infrastructures financières des banques centrales et des institutions monétaires arabes en vue d'examiner les moyens de renforcer la coopération entre les banques centrales et les institutions monétaires arabes. Cette rencontre, organisée par le Fonds monétaire arabe (FMA) en collaboration avec la Banque d'Algérie, vise à «contribuer au développement des systèmes de paiement et

de règlement dans les pays arabes, et à renforcer la coordination et la coopération ainsi que l'échange d'expériences entre les banques centrales et les institutions monétaires arabes», indique un communiqué conjoint de la Banque d'Algérie et du FMA. Les participants aux travaux de la réunion examineront plusieurs thèmes, dont les évolutions récentes des systèmes de paiement mondiaux, les systèmes de paiements instantanés, l'utilisation des données biométriques pour limiter les fraudes dans les systèmes de paiement, ainsi que la sécurité de l'espace numérique dans le domaine des paiements, outre les modèles

commerciaux des technologies financières modernes dans le domaine des paiements. A cette occasion, le directeur général et président du conseil d'administration du FMA, Fahd bin Mohamed Al-Turki, a salué l'évolution continue des thèmes abordés par la Commission, ainsi que leur importance pour les pays arabes dans le renforcement de la sécurité et de l'efficacité des transactions financières et des flux de paiements et de transferts. Al-Turki a souligné la nécessité de porter un intérêt aux thèmes liés aux paiements transfrontaliers, à la rapidité et à l'efficacité de leur exécution, à l'interopérabilité des paiements, ainsi qu'à l'utilisation de l'intelligence

artificielle pour le développement des services de vérification des opérations de paiement et de leur sécurité. A cette occasion, il a exprimé sa gratitude à la Banque d'Algérie pour avoir abrité cette rencontre ainsi qu'aux établissements régionaux et internationaux concernés et aux banques centrales mondiales pour leur participation, à même de renforcer l'importance de la Commission en tant que plateforme de dialogue et d'échange d'expertises en matière des systèmes d'infrastructures financières, appelant cette dernière à être proactive dans le renforcement de la connaissance en vue d'appuyer les efforts des pays arabes à ce propos. De son côté, le Gouverneur de la

Banque d'Algérie, M. Salah Eddine Taleb, a salué la tenue d'une réunion de la Commission arabe des systèmes de paiement et de règlement en Algérie, se félicitant du rôle de la Commission dans le développement des systèmes de paiement dans les pays arabes, ainsi que du rôle du FMA dans la fourniture de conseil technique pour appuyer le développement des systèmes de l'infrastructure financière et des paiements dans la région arabe. La réunion s'est tenue en présence de représentants de nombre de banques centrales mondiales et d'institutions financières régionales et internationales concernées.

R E.

RELANCE DE L'INDUSTRIE DU TÉLÉPHONE MOBILE

Le CREA se penche sur le dossier

Par M A.

L'assemblage, la production et le développement des téléphones mobiles en Algérie représentent un levier crucial pour le développement industriel et technologique du pays. Kamel Moula, président du Conseil du Renouveau Économique Algérien (CREA), a présidé, dimanche dernier, la réunion de clôture des travaux du comité chargé des propositions techniques pour l'assemblage, la production et le développement des téléphones mobiles en Algérie. Ces travaux, qui suivent les directives du président de la République, visent à relancer l'industrie du téléphone mobile après une réunion en mai 2024 entre les ministres concernés et le CREA. Depuis plusieurs années, l'Algérie ambitionne de structurer une

véritable industrie technologique, notamment dans les télécommunications et l'électronique. L'assemblage et la production de téléphones mobiles en Algérie poursuivent plusieurs objectifs clés : réduire les importations de produits finis, développer une chaîne de valeur locale et favoriser l'autosuffisance technologique. Ce secteur revêt également une importance stratégique dans un monde de plus en plus connecté, où la technologie mobile est un moteur de croissance économique et de compétitivité. En avril 2024, lors d'un Conseil des ministres, le président Tebboune a ordonné l'élaboration d'un cahier des charges pour structurer les projets liés à l'assemblage et à la production de smartphones. Cette initiative fait suite à un exposé sur l'actualisation du parc de smartphones et vise à encourager

l'investissement dans ce secteur en pleine expansion. Le président a également souligné l'importance d'intégrer de jeunes compétences algériennes afin de développer leur expérience et leur expertise, tout en favorisant des partenariats avec des opérateurs nationaux et étrangers. Au cours des cinq mois suivants, de nombreux acteurs du secteur ont contribué en partageant leurs connaissances, avec un accent particulier mis sur la recherche et le développement. Des experts comme Belkacem Haba ont proposé des idées novatrices pour promouvoir cette industrie et atteindre l'indépendance technologique en Algérie. Entre 2016 et 2019, l'Algérie a connu une croissance notable dans l'assemblage de smartphones, portée par des marques locales et internationales.

Condor Electronics a été un acteur clé, développant des chaînes d'assemblage adaptées aux besoins du marché local tout en s'ouvrant à l'exportation vers des pays comme la Tunisie et l'Espagne. Iris a suivi une trajectoire similaire, diversifiant son offre pour s'implanter sur le marché national et international. D'autres entreprises, comme Stream System de BomareCompany, ont contribué à cet effort industriel en produisant des smartphones et tablettes à grande échelle. Des marques étrangères, telles que Doogee et Samsung, ont également investi dans des usines d'assemblage en Algérie, renforçant la dynamique du secteur. Cependant, en 2019, le retrait des avantages fiscaux sur les importations de pièces détachées a freiné cette expansion, entraînant la fermeture de plusieurs unités de production.

MILA

Réhabilitation de l'hôpital des Frères Meghlaoui

La seconde phase du projet de réhabilitation de l'Etablissement public hospitalier (EPH) des Frères Meghlaoui de la ville de Mila a été lancée dimanche.

Le projet, dont le délai de livraison est de 8 mois, est le fruit d'un investissement public de 100 millions de dinars, a souligné, sur site, le directeur de wilaya de la Santé, Lazhar Merdjane. Une fois les travaux réceptionnés, l'EPH des Frères Meghlaoui "permettra d'assurer de bonnes conditions de travail aux personnels médicaux des différents services et d'améliorer le niveau de prise en charge dans cette structure qui accueille des patients de plusieurs communes de la wilaya", a affirmé le responsable.

De son côté, le wali de Mila, Mostafa Koreïch, qui présidait le coup d'envoi des travaux, a souligné la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation afin de réceptionner le projet "dans les plus brefs délais". Il a également salué les efforts déployés par l'Etat pour améliorer le service public de la santé dans la wilaya de Mila à travers l'inscription et la réalisation de plusieurs opérations, notamment la réhabilitation de plusieurs établissements hospitaliers et la construction de nouvelles structures de santé, à l'image des hôpitaux dont ont bénéficié les communes de Tadjenayet, de Teleghma, de Minar Zarza et de Grarem-Gouga.

TLEMCCEN

Plus de 230 logements location-vente seront réceptionnés le 1^{er} novembre prochain

Deux cents trente trois (233) logements relevant de la formule location-vente pilotée par l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL) devront être réceptionnés, le 1er novembre prochain dans la wilaya de Tlemcen, a annoncé, dimanche, le wali Youcef Bechlaoui.

Le premier responsable de l'Exécutif de la wilaya de Tlemcen a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection de certains chantiers de projets d'habitat implantés au nouveau du pôle urbain de la commune de Chetouane, que "233 logements relevant du programme AADL2, en réalisation au quartier Bendjemil, dans la commune de Mansourah, seront réceptionnés, le 1er novembre prochain".

M. Bechlaoui a précisé, d'autre part, que "le quota restant relevant du programme location-vente, implanté sur le même site, estimé à 900 unités, sera réceptionné avant la fin de cette année", faisant savoir que le

nouveau programme "AADL3", portant réalisation de 5.500 unités, dont a bénéficié la wilaya " sera lancé prochainement".

Le wali a, par ailleurs, instruit le chef de la daïra de Chetouane de procéder à la publication de la liste nominative des bénéficiaires des 260 logements publics locatifs (LPL) implantés au nouveau pôle urbain du chef-lieu de la commune du même nom, dont la réception est prévue à la fin de l'année en cours. La 2ème tranche de 150 unités d'habitation, relevant du même programme, devra être réceptionnée et attribuées à leurs bénéficiaires, le 5 juillet prochain, à l'occasion de la commémoration de la fête de l'indépendance et de la jeunesse,

alors que la 3ème tranche (100 logements) sera réceptionnée, avant la fin de l'année prochaine, a ajouté le wali.

M. Bechlaoui a indiqué que la liste nominative des bénéficiaires des 40 logements publics locatifs (LPL), réalisés dans la commune Souani, et celle des 40 LPL de la commune de Bab El-Assa, ainsi que la liste des bénéficiaires de la commune de Sabra, ont été déjà publiées, relevant que les listes des bénéficiaires de cette formule d'accès au logement des communes de Beni-Snous, Beni-Bahdel et Ain Youcef, seront publiées, à partir de mercredi prochain, dans la perspective de leur distribution, le 1er novembre prochain.

GUELMA

700 céréaliculteurs souhaitent contracter un crédit R'fig

Pas moins de 700 céréaliculteurs ont déposé des dossiers pour bénéficier d'un financement dans le cadre du crédit bonifié "R'fig" à Guelma depuis le début des préparatifs de la campagne labours-semailles 2024-2025, a révélé dimanche le directeur local des Services agricoles (DSA), Rachid Rehamnia. Le responsable a indiqué, à l'APS, que "les agriculteurs

ayant déposé, à ce jour, un dossier pour l'obtention de ce crédit saisonnier et bonifié de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), produisent des céréales sur une superficie de plus de 20.000 hectares à travers la wilaya".

Pour la campagne agricole en cours, "le nombre total de céréaliculteurs devant bénéficier du crédit 'R'fig', d'ici à la fin de

l'actuelle campagne labours-semailles, devrait atteindre 2.000 agriculteurs, pour un montant total d'environ 5 milliards de dinars", a précisé le responsable.

Il a ajouté que l'opération de réception des dossiers des agriculteurs devant bénéficier de ce crédit s'effectue dans 5 guichets uniques au niveau des agences de la Coopérative des céréales et des légumes

secs (CCLS) de la wilaya, dans les communes de Belkheir, de Bouchegouf, de Tamelouka, d'Oued Zenati et d'Ain Makh-louf, en plus d'un nouveau guichet unique créé à la coopérative agricole de la commune de Medjaz-Amar.

La campagne labours-semailles de la saison agricole en cours vise, dans la wilaya de Guelma, l'ensemencement de quelque 100.000 hectares.

DJELFA

1 200 doses de vaccin contre la rage réceptionnées

Un quota de 1.200 doses de vaccin antirabique a été réceptionné par l'Inspection vétérinaire de la wilaya de Djelfa pour les besoins de la campagne de vaccination contre la rage, a-t-on appris dimanche auprès de cette structure. Cette campagne, lancée le 25

septembre dernier et qui se poursuivra jusqu'à la mi-octobre courant, touchera la majorité des communes de la wilaya. Des vétérinaires du secteur public sillonneront les zones rurales pour vacciner les chiens contre cette maladie dangereuse transmissible à l'homme et à

l'animal par la morsure ou la salive d'un animal infecté, a indiqué le responsable de l'Inspection, Mustapha Bencherik. La vaccination des chiens a été favorablement accueillie par les habitants des zones rurales, notamment les agriculteurs et les éleveurs, désormais conscients

du risque de cette maladie sur leur cheptel et leurs chiens de garde, a-t-il ajouté. "L'acte de vaccination est accompagné de conseils et recommandations aux agriculteurs pour les informer sur la gravité de cette maladie", a souligné le vétérinaire en chef de la subdivi-

sion agricole de la commune de Djelfa, Laid Mechelfakh, en marge d'une opération de vaccination ayant ciblé nombre d'exploitations agricoles de la région de Djellalia, à 7 km au nord de Djelfa.

BLIDA

Une offre de 17 assiettes foncières introduite sur la plateforme numérique de l'investisseur

Dix sept (17) assiettes foncières ont été introduites par le guichet unique décentralisé de Blida relevant de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) en vue de leur mise à la disposition des investisseurs qui en expriment la demande, a-t-on appris dimanche auprès de ce guichet. Il s'agit de la mise à la disposition des investisseurs, dernièrement, de 17 assiettes industrielles, d'une superficie globale de près de 10 ha, répartie sur plusieurs communes, en vue de leur permettre de développer ou d'élargir leur activité industrielle et écono-

mique, a indiqué la responsable du guichet Fatima Zahra Abbassi, en marge de l'organisation de portes ouvertes sur le guichet unique décentralisé, en coordination avec la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP). Elle a ajouté que ces assiettes représentent des fonciers récupérés dans nombre de communes, dont quatre (4) assiettes au niveau de chacune des communes de Chebli et Beni Merad, trois (3) dans la zone d'activités de Sidi Hammad à Meftah, et le reste dans les communes d'El-Affroun, Bougara, Chiffa, Larbaâ et Bouârfa. "Les services concernés s'attellent ac-

tuellement à l'examen des demandes de foncier réceptionnées, et les investisseurs bénéficiaires seront annoncés dans une quinzaine de jours", a précisé la même responsable. Selon la même source, "l'octroi des assiettes se fera automatiquement via la plateforme qui propose également à l'investisseur le type d'activité le plus approprié à l'assiette qu'il a choisi, en fonction des besoins de la wilaya". L'industrie agroalimentaire, la production de matériel pharmaceutique et mécanique, la fabrication de meubles et la production de lait en poudre sont en tête de liste des activités proposées. "La récu-

pération des assiettes foncières inexploitées à Blida se poursuit toujours, en vue de les mettre à la disposition des investisseurs via la plateforme numérique", a-t-elle informé, en outre. Les portes ouvertes sur le guichet unique décentralisé de l'AAPI qui se poursuivront jusqu'au 8 octobre, a aussi englobé la tenue d'une rencontre avec des entrepreneurs et des investisseurs, dont le président du Club des entrepreneurs et industriels, Rachid Bouhamed, consacrée à l'examen des doléances liées à l'investissement local et aux opportunités de financement assurées par la CNEP.

PRIX DU PÉTROLE, GUERRE, OPEP

Tout ou presque se joue(ra), une fois encore, au Moyen-Orient

L'actualité de ces derniers jours vient rappeler, si besoin était, que le Moyen-Orient demeure au centre du jeu énergétique et pétrolier mondial, en dépit du rôle très important joué par les Etats-Unis (avec les schistes) et malgré l'émergence de nouvelles zones pétrolifères très prometteuses, notamment le Guyana.

Le Moyen-Orient continue et continuera de piloter d'une manière ou d'une autre l'évolution des prix du pétrole au cours des mois à venir. Cela est vrai aussi bien dans une optique haussière que baissière des cours du baril. Du côté des menaces baissières, c'est l'Arabie Séoudite qui mène actuellement les hostilités. Après avoir laissé entendre qu'elle abandonnerait pour une durée indéterminée son objectif -officieux- d'un pétrole à \$100/B (PETROSTRATEGIES du 30 septembre), Riyad a nettement haussé le ton ces derniers jours. Fin septembre, le ministre séoudien de l'Energie, Abdelaziz ben Salmane, a ainsi prévenu ses homologues que les prix du pétrole pourraient chuter jusqu'à \$50/b si certains Etats de l'OPEP+ continuaient de ne pas respecter leurs engagements. La menace s'adressait notamment à l'Irak et au Kazakhstan, qui se distinguent depuis plusieurs mois dans ce domaine. Mais la Russie est aussi en ligne de mire. Riyad sonne ainsi la fin du laissez-faire, avec, en substance, le message suivant : continuez à vos risques et périls de dépasser vos objectifs de production, ne comptez plus sur nous pour fermer les yeux sur ces pratiques. Et soyez prêts à en assumer les conséquences. Quelques jours après cet avertissement de Riyad, à l'occasion de la 56ème réunion du Joint Ministerial Monitoring Committee (JMMC) de l'OPEP+, les trois pays visés par les Séoudiens (Irak, Kazakhstan, et Russie) ont réagi en affirmant qu'ils sont maintenant en règle avec leurs objectifs de production. Il se sont également engagés, comme ils l'avaient déjà fait, à compenser au cours des mois à venir les barils excédentaires produits jusqu'à présent. Toutefois, s'agissant du Moyen-Orient, les regards et les inquiétudes sont surtout tournés vers l'Iran et Israël depuis quelques jours. Alors qu'une partie de la région est déjà à feu et à sang, l'escalade du conflit entre ces deux pays pourrait potentiellement dégénérer en désastre humanitaire et économique très large. En lançant le 1er octobre une attaque directe d'une ampleur sans précédent contre Israël (environ 200 missiles balistiques dirigés contre l'Etat hébreu en réponse à l'assassinat par Israël de d'Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah libanais), l'Iran a franchi un cap majeur dans le conflit qui l'oppose à Israël. Ce dernier semble plus que jamais déterminé à infliger des dégâts considérables aux Iraniens. Certains analystes considèrent que Benyamin Netanyahu a délibérément « provoqué » l'Iran pour entraîner ce pays dans un conflit ouvert, ce qui permet-



trait ensuite à « Bibi » de justifier une attaque majeure contre Téhéran. Pour d'autres, l'élimination de Nasrallah et l'affaiblissement considérable du Hezbollah étaient un préalable à une offensive militaire de Tsahal contre le territoire iranien. En effet, compte-tenu de la force de frappe très importante du Hezbollah, Israël pouvait difficilement s'engager dans une guerre directe contre l'Iran sans risquer de graves représailles émanant de cette organisation téléguidée par les Iraniens. Quoi qu'il en soit, beaucoup d'ingrédients sont maintenant réunis pour élaborer un cocktail explosif : Israël semble déterminé à agir pour affaiblir le régime iranien et/ou l'économie de ce pays et/ou son potentiel dans le domaine du nucléaire militaire. Les Etats-Unis, principal allié de l'Etat hébreu, paraissent moins réticents qu'auparavant à soutenir une offensive contre Téhéran (sans forcément valider une attaque imminente contre le programme nucléaire iranien). D'autant plus qu'à un mois de l'élection présidentielle US, un conflit armé impliquant les Etats-Unis tendrait théoriquement à favoriser le pouvoir en place, au nom de la continuité stratégique, ce qui pourrait augmenter les chances de Kamala Harris face à Donald Trump. Par ailleurs, même dans le cas où chacun des belligérants (Israël et Iran) souhaiterait éviter une guerre ouverte, les risques d'escalade incontrôlable (via une erreur de calcul ou des répliques sans fin de part et d'autre) sont devenus importants. Enfin, une victoire de Donald Trump dans un mois ne dissiperait pas les inquiétudes, bien au contraire : l'ex-président américain est très hostile à l'Iran et pourrait se montrer encore plus of-

fensif que Joe Biden contre Téhéran. Rappelons toutefois qu'en cas de victoire, Donald Trump ne se réinstallerait à la Maison-Blanche que le 20 janvier prochain. Concrètement, ce conflit Israël-Iran fait peser au moins trois menaces sur le secteur pétrolier régional, et sur le commerce pétrolier mondial. Le premier risque est facile à imaginer : la production pétrolière iranienne, bien qu'affaiblie par des années de sanctions US, est loin d'être négligeable. Elle a même considérablement augmenté depuis 2021-2022, avoisinant 3,3 Mb/j ces dernières semaines. Soit un niveau pas si éloigné des 3,8 Mb/j qui prévalaient avant le rétablissement des sanctions US (par Donald Trump, en 2018). Le niveau exact des exportations de l'Iran est difficile à connaître, mais il avoisine probablement 1,6 Mb/j (la quasi-totalité se dirige vers la Chine). Or, le secteur pétrolier iranien constitue une cible de choix pour Israël, qui pourrait chercher à asphyxier l'économie de l'Iran pour favoriser un changement politique majeur dans ce pays. Des millions de barils sont donc menacés chaque mois. Dans une telle configuration, les autres membres de l'OPEP ou de l'OPEP+, à commencer par l'Arabie Séoudite, seraient évidemment heureux de compenser ce pétrole iranien manquant. C'est théoriquement possible, tant les capacités de production inutilisées de l'OPEP sont devenues élevées, notamment en Arabie Séoudite. En pratique : ce ne serait pas aussi simple. D'une part, il faudrait probablement plusieurs semaines pour que cette compensation soit pleinement activée et que le pétrole manquant soit effectivement produit, exporté, et raf-

finé. D'autre part, l'Iran ne resterait sans doute pas les bras croisés face à une telle situation : Téhéran pourrait se venger en bloquant le détroit d'Ormuz, par où transitent quelque 13 Mb/j de pétrole, toutes provenances confondues. De quoi provoquer un choc majeur sur les prix du pétrole, et sur l'économie mondiale. Troisième hypothèse, la plus sombre : si les Etats-Unis s'impliquaient très franchement dans un conflit majeur entre Israël et l'Iran, le pétrole des pays alliés de Washington (notamment l'Arabie Séoudite) pourrait être mobilisé pour soutenir la logistique de guerre (ravitaillement). Même chose pour les bases militaires US situées dans la région du Golfe. Dans un tel scénario, les Etats concernés deviendraient de facto, aux yeux de l'Iran, des cobelligérants. Les actifs pétroliers concernés (notamment séoudiens) pourraient alors devenir, à leur tour, des cibles de guerre, visées cette fois par Téhéran ou par ses relais dans la région (notamment les Houthis au Yémen). Bien entendu, tous ces risques s'additionnent : la destruction des installations pétro-gazières iraniennes peut s'ajouter à un blocage du détroit d'Ormuz ainsi qu'à des dégâts importants contre les installations séoudiennes. Nous n'en sommes pas là et il s'agit évidemment d'un scénario extrême, qui n'est pas forcément le plus probable. Mais les risques d'escalade sont maintenant devenus élevés, et la menace qui pèse sur le secteur régional de l'énergie est tout à fait significative. Sans surprise, les prix du pétrole ont nettement réagi à cette montée des périls au Moyen-Orient. Le 3 octobre, en clôture, le cours du Brent avoisinait \$78/b, et celui du WTI \$74/b. Soit, dans les deux cas, une hausse d'environ 5 % sur la journée, après des propos inquiétants émanant de... Joe Biden. Ce jour-là, le président US a en effet expliqué à des journalistes que la possibilité d'une attaque israélienne contre le secteur pétrolier iranien était « en discussion ». De quoi alimenter toutes les craintes autour du pétrole de Téhéran. Sur une semaine, la hausse est encore plus impressionnante, atteignant 9 % pour le Brent et le WTI (le premier valait moins de \$72/b au soir du 26 septembre, le second s'affichait à \$67,67/b). Soit une prime de risque apparente d'environ \$6/b. En réalité, cette prime est probablement plus élevée, car il faut aussi prendre en compte l'avertissement lancé par Riyad à ses partenaires de l'OPEP+, qui a exercé une pression baissière sur le prix du baril.

Source : Revue PetroStratégies ;
dernier numéro 7 octobre 2024

ÉGYPTE

TotalEnergies compte investir pour relever le défi gazier

L'Égypte qui est devenue importateur net de gaz naturel ces derniers mois, table désormais sur un afflux d'investissement étranger pour relancer sa production de gaz naturel, en baisse du fait de l'arrivée à maturité de Zohr, son plus grand gisement gazier. Karim Badawi (photo), le ministre du Pétrole et des Ressources minérales de l'Égypte a annoncé, vendredi 4 octobre, en marge du 19ème Sommet de la Francophonie, que la major pétrolière française TotalEnergies devrait engager davantage de fonds pour produire du gaz naturel. Cet investissement projeté, dont le chiffre n'a pas été publié, pourrait impliquer l'accélération des travaux de développement du gisement Bashrush de la concession de North El Hammad, d'une capacité de production estimée à 100 millions de pieds cubes par jour. Outre sa participation dans la concession de North El Hammad, TotalEnergies est également engagée, dans le bloc 3, une zone d'exploration située au large de la Méditerranée dont elle est l'opératrice. Ceci, c'est sans compter ses intérêts dans l'unité de liquéfaction de gaz d'Idku et dans l'aval pétrolier égyptien. L'annonce de ce potentiel investissement gazier à venir de TotalEnergies en Égypte survient alors qu'il y a deux ans, la compagnie a réduit, pour 200 millions de dollars, 50 % de ses intérêts dans l'aval pétrolier égyptien au profit de la société pétrolière émiratie ADNOC. Confrontée à une demande énergétique croissante et à une production de gaz naturel en déclin, l'Égypte cherche activement à attirer des investissements étrangers pour revitaliser son secteur énergétique. Dans ce contexte, TotalEnergies, avec ses projets de développement peut jouer un rôle crucial dans cette stratégie. S'ils se concrétisent, ces investissements ont le potentiel d'augmenter d'une production gazière de l'Égypte, en stimulant la croissance de l'économie du pays prévue pour se situer autour de 4,2 % en 2024-2025 selon la Banque Mondiale.

LIBYE

Eni convoite de nouveaux gisements pétroliers dans le bassin de Ghadamès

Le bassin de Ghadamès est l'une des zones pétrolières onshores les plus prolifiques du territoire libyen. Bien que sous-exploité, ce périmètre a vu la découverte d'un gisement par la société publique du pétrole (NOC) en mai 2023.

La major pétrolière italienne Eni cherche à accroître son influence dans l'industrie pétrogazière de la Libye. Selon des informations, Eni prévoit de lancer des activités de prospection pétrogazière dans le bassin de Ghadamès, une zone d'intérêt de 390 000 km² située dans le nord-ouest du pays. «L'exploration est l'un des principaux piliers de toute activité en amont. Nous n'avons jamais cessé d'examiner la Libye du point de vue de l'exploration et nous sommes impatients de relancer les activités sur ce site », a déclaré Martina Opizzi, responsable de la région Afrique du Nord et Levant d'Eni,

lors d'un événement sur l'énergie, tenu à Rome. Concrètement, les travaux de prospection envisagés par la multinationale concernent notamment les zones d'exploration A et B du bassin de Ghadamès. Parallèlement, Eni prévoit une campagne de forage en mer dans le bassin de Syrte d'ici à la fin de l'année prochaine. En Libye, où sa production d'hydrocarbures atteint 62 millions de barils équivalents pétrole par an, Eni vise la monétisation de ressources pétrogazières non encore exploitées, évaluées à «plus d'un milliard [de barils, Ndlr] ».

L'un des obstacles majeurs à surmonter reste l'instabilité politique qui affecte le secteur pétrogazier, principal vecteur de recettes pour le pays. Malgré ce défi, Eni s'est engagée dans un accord gazier de 8 milliards de dollars avec la NOC, dans un contexte de réticence générale des multinationales à investir en Libye. Rappelons que le secteur pétrolier subit depuis quelques semaines les effets d'une crise politique au sommet de l'État, qui a entraîné une baisse de la production pétrolière de plus de 50 % le mois dernier.

RÉGION MENA

L'Arabie Saoudite a attiré plus de la moitié des financements de start-ups

L'écosystème des startups au Moyen-Orient et en Afrique du Nord connaît une croissance significative, l'Arabie saoudite apparaissant comme un moteur essentiel de l'activité de financement. Selon un récent rapport de Ras-mal, les startups de la région MENA ont levé un total de 328,3 millions de dollars auprès de 60 entreprises en septembre, ce qui témoigne de la confiance croissante des investisseurs dans les talents entrepreneu-

riaux de la région. Cette augmentation du financement souligne le rôle croissant de la région MENA dans le paysage mondial des startups, alimenté par des initiatives gouvernementales et un appétit croissant pour le risque et l'innovation dans le secteur privé. L'Arabie saoudite a mené les efforts de financement régionaux, obtenant 165,34 millions de dollars pour 13 startups, ce qui représente plus de la moitié du capital total levé dans la région

MENA. Cet investissement important souligne les objectifs stratégiques de diversification économique du Royaume décrits dans Vision 2030, qui vise à réduire la dépendance au pétrole et à favoriser la croissance dans les secteurs de la technologie et de l'innovation. Des villes comme Riyad et Jeddah émergent en tant que pôles de startups clés, soutenues par des initiatives gouvernementales et des investissements privés croissants qui contribuent à

un écosystème solide pour la croissance entrepreneuriale. Les programmes gouvernementaux, notamment le Fonds d'investissement public et diverses initiatives axées sur le capital-risque, ont joué un rôle déterminant dans cette transformation. L'attitude proactive du gouvernement saoudien a attiré des investissements privés, avec des sociétés de capital-risque, des accélérateurs et des incubateurs désireux de cultiver les talents locaux.

E-GOUVERNEMENT

La Tunisie devant le Maroc et l'Égypte

D'après le récent classement 2024 de l'Indice de développement de l'e-gouvernance rendu public par le département des affaires économiques et sociales de l'ONU, la Tunisie occupe un meilleur classement que ses voisins, en l'occurrence le Maroc et l'Égypte. D'après cette même source, seuls six pays africains figurent dans le Top 100 mondial. Pour rattraper son retard sur le reste du monde, l'ONU recommande à l'Afrique de «prendre un élan significatif ». L'indice de développement de l'e-gouvernement (Egdi) en Afrique a augmenté de 4,8 % entre 2022 et 2024, passant de 0,405 4 à 0,424 7, selon un tout récent rapport de l'Organisation des Nations unies (ONU). Une enquête a ainsi été réalisée et a porté sur des avancées réalisées en matière de développement numérique des administrations publiques par les 193 Etats membres. D'après le département des affaires économiques et sociales de l'ONU, seuls six pays africains figurent

dans le Top 100 mondial. Les données utilisées proviennent essentiellement des institutions onusiennes: Union internationale des télécommunications (UIT), l'Unesco et données collectées par le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies.

Indices d'évaluation

La bonne nouvelle est que même si le continent continue d'accuser un retard notable sur les pays développés, la transformation numérique est en bonne voie sur le continent. D'après plusieurs études, quelques pays parviennent à réaliser de bonnes performances. D'ailleurs, selon l'Egdi, certains ont même réalisé des progrès significatifs dans la fourniture de services gouvernementaux de qualité. Il est à signaler que l'objectif de cet indice est d'évaluer la capacité des gouvernements à intégrer les technologies de l'information pour améliorer l'efficacité des

services publics en s'appuyant sur trois piliers, chacun comptant plusieurs critères : Capital humain ou HCI (taux d'alphabétisation des adultes, taux brut de scolarisation, années de scolarité attendues, années moyennes de scolarité), Infrastructures de télécommunications ou TII (cadre institutionnel, prestation de services, mise à disposition de contenus, technologie et participation électronique) et les Services en ligne ou OSI, (cadre institutionnel, fourniture de services, fourniture de contenus, technologie et e-gouvernement). Les 193 pays et territoires qui ont été passés au crible et les résultats qui en découlent dressent le bilan du développement de l'administration électronique dans une perspective mondiale, régionale et nationale. Il analyse, également, les performances régionales et identifie les principales tendances à l'aide de l'Indice de développement de l'administration électronique des Nations unies (Egdi).

GHANA

Accord préliminaire du FMI pour le décaissement de 360 millions \$

Le FMI affirme que le Ghana a réalisé de bonnes performances en ce qui concerne les objectifs quantitatifs pour fin juin 2024.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, dans un communiqué publié le vendredi 4 octobre 2024, qu'il a conclu un accord avec les autorités ghanéennes concernant les politiques et réformes économiques nécessaires à la troisième revue de son programme de trois ans, soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC). Cette revue, une fois approuvée par la direction et le conseil d'administration du FMI, donnera accès au Ghana à environ 360 millions de dollars. Ce financement portera le soutien financier total de l'institution au titre de l'accord, depuis mai 2023, à environ 1,9 milliard de dollars. D'après les responsables du Fonds, les résultats obtenus dans le cadre du programme ont été globalement satisfaisants. « Tous les objectifs quantitatifs à fin juin

2024 ont été atteints, et les principales réformes structurelles ont continué de progresser, malgré des retards dans quelques domaines. Les efforts de politique et de réformes déployés par les autorités dans le cadre du programme ont continué de produire des résultats encourageants », a déclaré M. Stéphane Roudet (photo), chef de mission pour le Ghana. Cette annonce intervient alors que le pays avait fait des avancées significatives dans la restructuration de sa dette publique, ayant récemment restructuré sa dette intérieure et entamé des négociations pour traiter ses euro-obligations. D'après le gouvernement, l'accord avec les détenteurs d'obligations internationaux a déjà permis au pays de réduire de 37% sa dette envers les créanciers privés. Pour rappel, le Ghana était depuis 2022

en défaut de paiement sur une bonne partie de sa dette extérieure, suite à des difficultés économiques. Une situation qui a poussé les autorités à adopter des réformes lourdes pour optimiser les dépenses de l'Etat. A l'approche des élections de décembre, les questions de la hausse du coût de la vie et du financement de l'économie devraient particulièrement monopoliser les débats entre les candidats. Selon les données de l'Agence des statistiques, le taux d'inflation annuel est reparti à la hausse après 5 mois de ralentissement, atteignant 21,5% en septembre contre 20,4% en août. A moyen terme, les perspectives de croissance du pays restent cependant positives avec une hausse du PIB à 2,8% attendue pour cette année, selon le FMI puis à 4,4% en 2025.

FRET AÉRIEN AFRICAIN

+7,5% de volume en août grâce au commerce avec l'Asie

En août 2024, les tendances haussières du fret aérien se sont étendues à l'ensemble des régions du monde. Cela permet à l'industrie de réaliser un 9ème mois consécutif de croissance à 2 chiffres en glissement annuel. Les échanges commerciaux par voie aérienne entre l'Afrique et l'Asie ont connu une hausse de 21,1% en août 2024, par rapport à la même période en 2023. Une performance incluant les flux traités par les compagnies africaines uniquement, et qui selon les dernières données de l'Asso-

ciation du transport aérien international (IATA), ont augmenté de 7,5% en glissement annuel. Les volumes (mesurés en tonnes-kilomètres de fret). Les transporteurs d'Asie-Pacifique ont enregistré la meilleure progression en août avec +14,6% en glissement annuel, suivis par ceux d'Amérique latine (+14,2%). Ceux d'Europe et du Moyen-Orient ont quant à eux affichés des taux de hausse similaires à 13,5%, tirés notamment par le commerce bilatéral dont les volumes ont augmenté de près de 28,9%. La plus faible performance

a été enregistrée en Amérique du Nord, dont les transporteurs n'ont affiché que +4,8%. Les statistiques à l'échelle mondiale montrent une hausse de 11,4% en glissement annuel. L'IATA note qu'il s'agit « du 9e mois consécutif de croissance à 2 chiffres en glissement annuel, les niveaux globaux atteignant des sommets jamais revus depuis les pics records de 2021 ». D'après Willie Walsh, son DG, l'embellie s'explique par une croissance lente mais régulière du commerce mondial, stimulée entre autres par l'es-

sor du e-commerce et les contraintes persistantes en matière de capacités de transport maritime. « La production industrielle est restée stable en août par rapport au mois précédent, et le commerce transfrontalier mondial a légèrement baissé de -0,3%. En août, l'indice des directeurs d'achat (PMI) pour la production manufacturière mondiale et l'indice PMI pour les nouvelles commandes à l'exportation étaient inférieurs à la barre des 50, à 49,9 et 48,4 respectivement, indiquant une contraction » explique-t-il.

RDC

Le pays bien placé pour profiter d'une hausse de 34 % du prix de l'étain en 2024

AlphaminResources est le principal producteur d'étain en RDC, avec 12 568 tonnes en 2023. La compagnie a augmenté significativement sa production cette année, dans un contexte où les prix de l'étain progressent au niveau mondial. En RDC, la production d'AlphaminResources a augmenté de 28 % en glissement annuel pour atteindre 12 087 tonnes d'étain durant les neuf premiers mois de 2024. C'est ce qu'il faut retenir d'un bilan publié le 3 octobre par la compagnie, qui se trouve ainsi bien placée pour profiter de la hausse des prix du métal cette année. Sur la bourse de Londres, le prix de l'étain au comptant a progressé de 34 % depuis le début de l'année, s'échangeant à 33 810 dollars la tonne le 3 octobre. Cette hausse peut s'expliquer par un approvisionnement mondial limité, notamment en Indonésie et au Myanmar, deux pays qui représentent 40 % de la production mondiale selon la Banque Mondiale. En Indonésie par exemple, l'International Tin Association note une baisse de 54 %

des exportations d'étain raffiné à 14 752 tonnes au premier semestre 2024. BMI, une unité de Fitch Solutions, a souligné début septembre que l'exploitation de la mine de Man Maw, qui représente la quasi-totalité de l'approvisionnement en étain du Myanmar, n'a pas encore repris. L'amélioration des prix au niveau mondial se traduit pour AlphaminResources par une hausse du prix moyen de vente de l'étain produit en RDC. Ce prix moyen est ainsi passé de 26 557 dollars la tonne pour le troisième trimestre 2023 à 31 757 dollars la tonne un an plus tard. Conjuguée à la hausse des quantités vendues induite par une production plus élevée, la hausse des prix favorise par ailleurs une augmentation des revenus d'exportations pour la RDC. Notons que les perspectives de prix sont orientées à la hausse selon BMI. Les analystes prévoient que l'étain atteigne 45 000 dollars la tonne d'ici 2033, notamment grâce à un marché en déficit à partir de 2028. Alphamin rappelle ainsi « qu'aucun investissement majeur n'est réalisé » en matière de production d'étain ces der-

nières années, ce qui devrait contribuer à resserrer l'offre à long terme. « Du côté de la demande, l'utilisation mondiale de l'étain augmentera rapidement grâce à l'utilisation du métal dans l'électronique [en particulier parce que les véhicules électriques contiennent de plus en plus d'électronique dans leur carrosserie] et les panneaux solaires [dans les cellules photovoltaïques], cimentant le statut de l'étain en tant que produit de base de l'avenir », ajoute BMI. Alphamin veut produire 17 à 18 000 tonnes d'étain en 2024, contre 12 568 tonnes en 2023. Alors que la compagnie vise ensuite une production annuelle de 20 000 tonnes d'étain, la RDC se retrouve en bonne position pour profiter de ces perspectives favorables. D'autres acteurs, comme Rome Resources, sont actifs dans l'exploration et pourraient bientôt contribuer à une hausse significative de la production congolaise d'étain. Il faut y ajouter la production artisanale d'étain, dont les chiffres sont néanmoins difficiles à obtenir.

APRÈS LE BURKINA FASO Le Mali suspend aussi l'exportation d'amandes de karité

En Afrique, le Mali est l'un des principaux fournisseurs d'amandes de karité avec le Nigeria, le Burkina Faso ou encore le Ghana. Dans le pays, le gouvernement promeut le développement du segment de la transformation pour renforcer l'industrie locale. Au Mali, l'exportation des amandes de karité est suspendue jusqu'à nouvel ordre depuis le jeudi 3 octobre par un arrêté conjointement signé par le ministre de l'Industrie et du Commerce et celui de l'Economie et des Finances. Cette décision qui s'applique également à d'autres oléagineux, notamment le sésame et le soja, fait écho à une décision similaire adoptée au Burkina Faso le 18 septembre dernier. A l'instar du Pays des hommes intègres, la décision du gouvernement malien vise à rendre disponibles les amandes de karité utilisées comme matière première par les unités industrielles de transformation au niveau national. « Les produits confisqués aux contrevenants, conformément aux dispositions du présent arrêté, feront l'objet d'une vente aux industries locales pour transformation », peut-on lire dans un communiqué publié sur le site du ministère de l'Industrie et du Commerce. Selon les données officielles, le Mali a exporté 27 988 tonnes d'amandes de karité en 2021, générant 7,69 milliards de francs CFA (12,8 millions \$) de recettes alors que les expéditions de beurre de karité qui ont atteint 3151 tonnes ont rapporté 2,04 milliards de francs CFA (3,3 millions \$). Rappelons que le pays a inauguré en 2021 sa première usine moderne de transformation de karité d'un coût global de 5 millions \$. En ce qui concerne les derniers développements sur le segment de la transformation, il faut noter qu'en juillet 2024, le président Assimi Goïta a inauguré un complexe agro-industriel de 23 millions \$ basé à Sankoroba et spécialisé dans la transformation d'oléagineux. Ce complexe appartenant à la Société Seydou Diogo Awa (SDA), comprend 6 unités industrielles, dont une unité de production de beurre de karité d'une capacité de 100 tonnes par jour.

BOURSE ZURICH

Le SMI cède ses gains à l’approche de la mi-journée

Après avoir ouvert en hausse, la Bourse suisse égarait ses gains lundi à l'approche de la mi-journée, les investisseurs se montrant hésitants. Alors que les bons chiffres de l'emploi américain dévoilés vendredi continuaient de ravir le marché en début de matinée, la poursuite des opérations militaires à Gaza et au Liban prenait le dessus.

Efficaces vendredi par les données sur l'emploi américain, les inquiétudes concernant les tensions au Moyen-Orient sont réapparues. Les chiffres relatifs au marché du travail américain ont sans doute constitué la plus grande surprise pour les marchés la semaine dernière, relève John Plassard, de Mirabaud Banque. Les créations d'emplois ont largement dépassé les attentes, s'élevant à 254'000, contre des prévisions de 150'000 et le taux de chômage a également baissé, passant de 4,2% à 4,1%. Le nombre total d'emplois créés le mois dernier a également été revu à la hausse, passant de 142'000 à 159'000. Après deux mois de rapports sur l'emploi plus faibles que prévu et de révisions à la baisse, les données ont constitué un changement de ton bienvenu pour les marchés. Ces données renforcent l'opinion du président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell, selon laquelle l'économie est "solide", suggérant

que la Fed n'est pas pressée de réduire les taux d'intérêt, ce qui atténue les espoirs d'une réduction significative des taux en novembre. Mais "la guerre au Moyen-Orient pèse sur les esprits", alors que "la menace d'une nouvelle escalade maintient une pression à la hausse sur les prix du pétrole", commente Susannah Streeter, analyste chez Hargreaves Lansdown. Un an après l'attaque du Hamas contre Israël qui a déclenché la guerre en cours dans la bande de Gaza, le conflit s'étend désormais au Liban, où l'armée israélienne mène des frappes et des incursions contre le Hezbollah. Les interrogations sur la possible riposte d'Israël après les récentes frappes de Téhéran contre son territoire occupent particulièrement les esprits des investisseurs, qui craignent la flambée des prix du pétrole qui en découlerait et ses effets potentiellement inflationnistes et sécessionnistes. Du côté des informations macroécono-

miques, les commandes industrielles en Allemagne ont chuté nettement plus que prévu en août, marquant le début d'une semaine où le gouvernement devrait, selon la presse, prévoir une récession pour l'ensemble de l'année. Ce lundi, les investisseurs se pencheront encore sur les ventes au détail d'août en zone euro ainsi que sur les discours de plusieurs responsables de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Fed. Après avoir ouvert en hausse de 0,31%, le SMI a progressé dans les premiers échanges pour rapidement atteindre un plus haut du jour à 12'049,01 points. Mais l'ambiance est peu à peu retombée, l'indice phare cédant tous ses gains et plongeant dans le rouge vers 10h20, pour ne plus quitter la zone des pertes. Peu après 11h00, le SMI notait à 110972,50 points soit une baisse de

0,2%. Le SLI abandonnait pour sa part 0,31% à 1962,09 points et l'indicateur élargi SPI 0,2% à 16'002,27 points. Sur les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, seules cinq gagnaient du terrain, les 25 autres en cédant. En haut de tableau, Swatch Group (+1,2%) devançait désormais UBS (+0,6%) et son concurrent dans le luxe Richemont (+0,5%). Le géant genevois a annoncé un accord avec MYT Netherlands pour que Mytheresa acquière Yoox Net-à-Porter (YNAP) afin de créer un groupe de luxe numérique multimarque mondial. La finalisation de la transaction est attendue au premier semestre 2025 après approbation des conditions habituelles. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé.

ASIE

Les Bourses de Tokyo et de Hong Kong en nette hausse dans la matinée

Les Bourses de Hong Kong et de Tokyo ont ouvert en nette hausse lundi, dans le sillage d'un nouveau record en clôture à Wall Street vendredi après des chiffres robustes sur l'emploi américain, et sur fond d'affaiblissement continu du yen pour le Japon. L'indice vedette Nikkei progressait de 1,54% à 39.230,89 points, se ressaisissant nettement après avoir lâché 3% sur l'ensemble de la semaine précédente. L'indice élargi Topix gagnait 1,62% à 2.737,81 points. À Hong Kong, l'indice Hang Seng progressait de 1,2% à 22.998,83 points vers 02H30 GMT. Les Bourses de Shanghai et de Shenzhen étaient fermées en raison d'un jour férié. Tokyo et Hong Kong emboîtent le pas aux bonnes performances des marchés new-yorkais vendredi -le Dow Jones avait terminé la séance à un nouveau niveau historique-

après l'annonce de créations d'emplois en forte hausse et largement supérieures aux attentes en septembre aux États-Unis. «Cette hausse des Bourses américaines devrait conforter le moral des investisseurs, tandis que l'affaiblissement du yen face au renchérissement du dollar devrait soutenir une large gamme de titres d'entreprises exportatrices», qui bénéficient d'une devise nippone amoindrie, observaient les commentateurs du média financier Nikkei. Le yen creusait ses pertes lundi en début d'échanges asiatiques, évoluant à ses plus bas niveaux depuis un mois et demi face au dollar, toujours handicapé par des discours divergents chez les banquiers centraux américains et japonais, et par le retour d'investisseurs spéculateurs sur le marché des changes. Une tendance accentuée par la solidité de l'emploi aux États-Unis, qui

pourrait inciter la banque centrale américaine (Fed) à ne pas précipiter de nouvelles baisses de taux. De son côté, des positions accommodantes de la Banque du Japon semblent éloigner la perspective de nouvelles hausses de taux de l'institution. La monnaie japonaise s'échangeait à 148,87 yens pour un dollar vers 00H00 GMT, après être descendue sous 149 yens. Elle reculait également face à la monnaie unique européenne, à 163,27 yens pour un euro. Le marché du pétrole restait fébrile, agité par les craintes d'une possible riposte israélienne contre l'Iran susceptible de bouleverser l'offre mondiale de brut. Après avoir bondi en fin de semaine, le prix du baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en novembre, cédait 0,50% à 73,88 dollars lundi en début d'échanges asiatiques.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Octobre 2024

Valeur : 09 Octobre 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.9029	132.9179
1	EUR	EURO		145.8211	145.8508
1	GBP	POUND STERLING		174.1847	174.2043
100	JPY	JAPANESE YEN		89.6236	89.6398
1	CNY	CHINESE YUAN		18.9337	18.9406
1	CHF	SWISS FRANC		154.9165	155.0244
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.7874	97.8057
1	DKK	DANISH KRONE		19.5483	19.5516
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8102	12.8136
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4786	12.4824
1	AED	UAE DIRHAM		36.1778	36.1898
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3823	35.3900
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.7562	434.0885
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0026	43.4348
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5802	13.5818
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7147	27.8566
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3469	3.3574
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.6548	178.6548

APRÈS AVOIR OUVERT EN HAUSSE

La Bourse de Paris évoluait sans direction claire

La Bourse de Paris évoluait sans direction claire lundi matin, oscillant entre optimisme après un rapport sur l'emploi américain solide, et prudence face à l'escalade militaire au Proche-Orient. Après avoir ouvert en hausse, le CAC 40 s'inscrivait finalement dans le rouge, reculant de 0,25% (-18,71 points) à 7522,37 points, vers 8h20 GMT. Vendredi, l'indice avait grimpé de 0,85%, à 7541,36 points. Les investisseurs font face à des impulsions contradictoires en ce début de semaine. Côté pile, ils sont d'abord «rassurés par les chiffres de l'emploi américain de septembre», publiés vendredi, se-

lon John Plassard, spécialiste en investissement pour Mirabeau. Le taux de chômage a légèrement reculé en septembre aux États-Unis, à 4,1% contre 4,2% le mois précédent, avec des créations d'emplois en forte hausse et largement supérieures aux attentes des marchés, selon les données publiées vendredi par le département du Travail. Ces données, scrutées pour déterminer si l'économie américaine va plonger en récession, «soutiennent le scénario selon lequel le marché du travail américain (...) pourrait résister un peu mieux que prévu», selon Taylor Nugent, économiste pour la National Australia Bank.

Côté face, «la guerre au Moyen-Orient pèse dans les esprits», alors que «la menace d'une nouvelle escalade maintient une pression à la hausse sur les prix du pétrole», commente Susannah Streeter, analyste chez Hargreaves Lansdown. Un an après l'attaque du Hamas contre Israël qui a déclenché la guerre en cours dans la bande de Gaza, le conflit s'étend désormais au Liban, où l'armée israélienne mène des frappes et des incursions contre le Hezbollah. Les interrogations sur la possible riposte d'Israël après les récentes frappes de Téhéran contre son territoire occupent particulièrement les esprits des investisseurs,

qui craignent la flambée des prix du pétrole qui en découlerait et ses effets potentiellement inflationnistes et récessionnistes. Le cours de l'or noir est déjà monté de plus de 9% la semaine dernière. Les investisseurs français seront attentifs cette semaine à la présentation par le gouvernement de Michel Barnier de son budget 2025, avec l'ambition de réduire sensiblement le déficit public, attendu à 6,1% du produit intérieur brut (PIB) en 2024. Dans ce contexte, les rendements obligataires à dix ans français atteignaient 3,01% vers 8H20 GMT, contre 2,98% vendredi en clôture. L'Etat «entend poursuivre ses négocia-

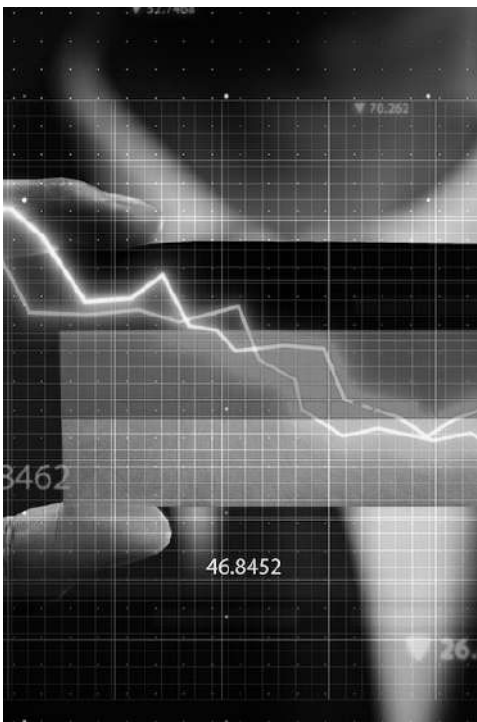
tions avec Atos» (-0,68% à 0,67 euro vers 8h20 GMT) concernant le rachat de ses activités jugées stratégiques et sensibles, et «proposera un nouveau schéma d'acquisition prochainement», a indiqué lundi un communiqué du ministère de l'Économie après l'expiration d'une première offre. Le gérant d'actif français Amundi (+1,49% à 25,36 euros) a lancé lundi un programme de rachats d'actions qui devrait «s'élever au maximum à 1 million» de parts, pour «0,5% du capital social», soit «80 millions d'euros», dans les prochains dix-huit mois, a-t-il annoncé dans un communiqué lundi.

ALLEMAGNE

Le gouvernement prévoit une récession économique de 0,2% en 2024

Pour 2024, l'Allemagne s'attendait à une faible croissance, mais ce sera une récession pour la deuxième année consécutive. Ce recul est provoqué par la hausse des prix de l'énergie, un ralentissement industriel et une baisse des exportations.

Le gouvernement allemand a revu ses prévisions de croissance économique à la baisse et s'attend désormais à une nouvelle récession avec une baisse du PIB de 0,2% en 2024, a rapporté dimanche le quotidien Süddeutsche Zeitung. Le ministre de l'Économie Robert Habeck doit dévoiler officiellement ce chiffre mercredi, devenant même selon le journal plus pessimiste que les principaux instituts de conjoncture. Le gouvernement allemand tablait jusqu'à présent sur une faible croissance de 0,3% cette année, mais les espoirs de reprise tirée par la consommation s'évanouissent. La plus grande économie d'Europe devrait donc connaître une récession pour la deuxième année consécutive, après une baisse de 0,3% du PIB en 2023, provoquée par la hausse des prix de l'énergie à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, un ralentissement industriel et une baisse des exportations. En 2024, la détente de l'inflation et la première réduction des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE) ont nourri l'espoir d'une reprise, mais la demande intérieure et extérieure est restée faible. Les principaux instituts écono-



miques allemands avaient revu leurs prévisions à la baisse le 26 septembre, et s'attendent désormais à ce que le PIB stagne ou se contracte de 0,1% cette année. "Au lieu de prendre de l'élan, l'économie

continue d'être caractérisée par une réticence générale des consommateurs à dépenser", écrit la Süddeutsche Zeitung, un des grands quotidiens allemands. L'Allemagne est également confrontée à des défis structurels, comme la concurrence accrue de la Chine, une pénurie de travailleurs qualifiés et une transition écologique complexe. Le gouvernement allemand se montre cependant optimiste dans ses perspectives pour 2025. Le ministère de l'Économie prévoit une croissance de 1,1% l'année prochaine, contre 1% dans ses prévisions précédentes, puis de 1,6% en 2026, selon la Süddeutsche Zeitung. Les instituts de conjoncture prévoient de leur côté des hausses de 0,8% en 2025 et 1,3% en 2026. L'"initiative de croissance" proposée par le gouvernement doit favoriser la reprise, estime Robert Habeck dans les colonnes du journal. Les mesures envisagées comprennent des allègements fiscaux, une réduction permanente des prix de l'énergie pour l'industrie, un allègement de la bureaucratie et des incitations pour maintenir les personnes âgées sur le marché du travail et attirer des travailleurs qualifiés étrangers.

ÉTATS-UNIS

L'économie américaine tirée par la consommation privée

La croissance de l'économie américaine a été dynamique en 2023 (+2,5 % après +1,9 % en 2022), tirée par la consommation privée, les dépenses publiques et le solde extérieur. Au 1er semestre 2024, la croissance du PIB demeure robuste avec +0,4 % au 1er trimestre et +0,7 % au 2e trimestre, tirée par la consommation privée et les investissements, partiellement compensés par le solde extérieur

et les variations des stocks. Les grandes institutions financières internationales prévoient une poursuite du dynamisme de l'économie américaine : d'après le World Economic Outlook (WEO) publié en juillet, le FMI prévoit une croissance de +2,6 % en 2024, et +1,9 % en 2025. Le marché du travail ralentit. Les créations d'emplois ont diminué (+142 000 en août contre +202 000 par mois en moyenne depuis un an) et le taux de

chômage est sur une tendance haussière depuis avril 2023 (de 3,4 % à 4,2 % en août). Ainsi, les tensions se réduisent comme le montrent (i) la hausse du taux d'activité des 25-54 ans (prime age), désormais supérieur au niveau pré-pandémique (84 % en août 2024 contre 83 % en février 2020) ; le ralentissement des salaires nominaux (la progression des salaires horaires moyens est passée de +5,9 % en g.a. à son pic en mars 2022 à +3,8 % en

août 2024) ; et la baisse des taux de démission et d'emplois vacants. Après avoir surpris à la hausse début 2024, l'inflation a repris sa trajectoire de baisse. L'indice des prix à la consommation (IPC) a nettement ralenti depuis l'été 2022 : sur un an, l'inflation totale s'est établie à +2,5 % en août contre un pic à +9,1 % en juin 2022. Bien que le processus de désinflation semble bien engagé, sa composante sous-jacente

(hors alimentation et énergie) a marqué le pas, à +3,2 % en août. Les facteurs qui ont contribué à la désinflation semblent s'estomper : l'inflation des biens est désormais très faible, tandis que l'inflation des services de logement baisse plus lentement que prévu et l'inflation sous-jacente hors services de logement, qui dépend principalement du marché du travail, se normalise quant à elle lentement.

PORTUGAL

Vers une croissance soutenue en 2024

Après une croissance solide de 2,3% en 2023, la progression du PIB portugais a dépassé les attentes au premier trimestre, avec une croissance trimestrielle de 0,8%. Cela a engendré une révision à la hausse de nos prévisions de croissance de PIB en 2024, à 2% en moyenne annuelle (contre 1,8% mars 2024). Selon les données de l'Institut national de statistique portugais (INE), la performance du T1 a été soutenue par l'amélioration de la demande extérieure, grâce à une hausse des exportations de 1,6% en rythme trimestriel, accompagnée d'une contraction des im-

portations de 0,6%. La croissance de la demande domestique a en revanche ralenti du fait de la baisse de l'investissement (-3%), tandis que la consommation privée est restée dynamique, en accélérant par rapport au quatrième trimestre 2023 (de 0,7% à 1%). Au T1, le niveau d'activité se situait ainsi 6,2% au-dessus de son niveau pré-pandémique (T4 2019) contre 3,4% pour la zone euro. Les indicateurs conjoncturels relatifs au deuxième trimestre sont bien orientés. Les ventes au détail ont augmenté de 1,8% sur un an en avril et, hors carbu-

rant, de 2,8%. Dans les deux cas, ils ont dépassé la croissance annuelle moyenne enregistrée au premier trimestre. L'indicateur du climat économique a progressé en avril et en mai. En revanche, la confiance des consommateurs a légèrement reculé en mai, à -17,6 points contre -17,4 en avril. L'inflation augmente en mai. L'inflation a rebondi en mai pour s'établir à 3,1% en glissement annuel (2,2% en avril), sous l'effet d'une hausse de l'inflation sous-jacente (de 2% à 2,7%). En effet, l'inflation énergétique a grimpé à 8% en avril après avoir atteint un minimum de -12% il y a à peine six

mois, sous un fort effet de base. Il convient de souligner la persistance de l'inflation des services, qui pèse pour plus de 40% dans l'indice général des prix et qui en moyenne sur les quatre premiers mois de 2024 est supérieure à 4% sur un an. Après une hausse temporaire au deuxième trimestre, l'inflation devrait rester volatile au deuxième semestre, les effets de base à partir de 2023 faussant les comparaisons d'une année sur l'autre. En conséquence, nos prévisions d'inflation s'affichent à 2,4% pour 2024 et 1,8% pour 2025, en moyenne annuelle.

SUISSE

Les économistes d'UBS plus pessimistes pour l'économie en 2025

Les experts anticipent désormais une croissance du Produit intérieur brut (PIB) de 1,3% en 2025, contre 1,5%, précédemment, selon le communiqué paru lundi. Ajusté des événements sportifs, la progression doit atteindre 1,5%, contre 1,7% anticipé auparavant. La grande banque estime que les risques dominants sont à chercher du côté de la zone euro, en tant que plus important partenaire du commerce extérieur helvétique. "Une accélération plus faible que prévu de la conjoncture dans la zone euro devrait également retarder la reprise dans l'industrie suisse et donc freiner la croissance suisse en 2025", résument les économistes. Pour 2024, UBS table toujours sur une croissance du PIB de 1,4%, et de 1,0% en termes ajustés. A l'intérieur des frontières, les risques inflationnistes s'affaiblissent. Les experts révisent leur prévision de renchérissement à 1,1% après 1,2% pour cette année et à 0,7% contre 1,0% en 2025, ce qui "soutient les perspectives de consommation".

L'Alpine A290 va-t-elle devenir aussi mythique que l'ancienne R5 Alpine ?

Dans l'attente de la commercialisation de la Renault 5, c'est au tour désormais de la version sportive concoctée par Alpine de faire ses débuts officiels. Son nom : A290, la première Alpine 100 % électrique.

À vis à tous les amateurs de petites sportives thermiques légères, les jours de l'Alpine A110 sont à présent comptés puisque le constructeur français a annoncé que sa carrière s'arrêtera mi-2026. En attendant cette date fatidique, Alpine va progressivement dévoiler son « Dream Garage », qui sera 100 % électrique et comprendra cette A290 puis un crossover GT du segment C et enfin la remplaçante de l'A110. Mais aujourd'hui c'est au tour de l'A290 de faire sa première sortie publique à l'occasion des 24h du Mans.

Comme on pouvait s'en douter, cette Alpine A290 prend pour base la nouvelle R5, mais elle s'en différencie très facilement notamment sur la partie avant. On remarque immédiatement les feux de jour en forme de X, un symbole que l'on retrouve aussi au niveau des projecteurs.

Comme l'A110, l'A290 disposera de quatre optiques, mais ces dernières ne seront plus rondes. Deux autres changements sont à signaler : le logo Renault disparaît du capot pour être remplacé par le nom « Alpine » mais cette appellation est implantée plus bas. On notera aussi que l'original indicateur de chargeur, si cher à Gilles Vidal n'a pas été retenu par Alpine, car trop lourd. Il laisse sa place à une simple plaque frappée du « A » d'Alpine. Pour le reste, les évolutions portent sur l'élargissement des voies qui entraîne logiquement celui de la voiture, d'où la présence d'un bouclier complètement redessiné et plus ajouré que sur la R5.

L'A290 se caractérise aussi par des ailes avant et arrière galbées, ce qui apporte un surcroît d'agressivité, tandis que la porte arrière hérite d'un dessin spécifique. Chaussée uniquement en 19 pouces, la citadine d'Alpine bénéficiera aussi d'un diffuseur arrière, de bas de caisse, ainsi que d'un petit drapeau français sur le haut de sa custode, un détail aussi présent sur l'A110.

Ces modifications ont des répercussions sur les dimensions, puisque l'A290 est plus grande que sa cousine de chez Renault. Elle demeure toutefois en dessous des 4 m (3,92 m pour la R5). La largeur gagne 5 cm et la hauteur 2 cm.

Un intérieur revu à la sauce Alpine

À l'intérieur, pas de surprise puisque la filiation avec la Renault 5 est également évidente. Le dessin de la planche de bord est similaire, mais il existe de nombreuses différences. La principale se situe au volant car cette A290 inaugure un tout nouvel élément, qui sera ensuite utilisé sur les futurs modèles de la marque. Celui-ci reprend des accessoires communs à certains véhicules Renault comme les commandes de régulateur de vitesse ou le sélecteur de modes (quatre au choix : Save, Normal, Sport, Perso), mais deux retiennent l'attention : il y a tout d'abord ce bouton rouge à droite du volant frappé des lettres « OV » pour « Overtake ». Il s'agit d'un boost qui délivre le couple et la puissance maximaux du moteur le temps de l'appui et jusqu'à une durée de 10 secondes. Un temps de recharge de 30 secondes est nécessaire avant de pouvoir l'utiliser de nouveau pleinement. Cependant, après 15 secondes, il est possible d'appeler un nouveau boost qui durera cinq secondes. L'autre se trouve sur la partie basse et gauche du volant. De couleur bleutée, il représente le réglage du freinage régénératif sur quatre niveaux.



Derrière celui-ci trône une instrumentation numérique qui a été repensée en matière d'affichage. Fini les compteurs circulaires classiques, place désormais à des pyramides qui se remplissent selon le rythme du véhicule. Original, mais nettement moins lisible que les bons vieux compteurs.

L'écran multimédia de 10 pouces possède des fonctions classiques, mais elles ont été complétées par de nouvelles fonctionnalités adaptées à une voiture de sport avec un système de télémétrie embarquée. À côté de cela, la firme française a aussi mis en avant le côté fun avec la possibilité de recevoir des conseils de pilotage, mais aussi de relever des challenges afin de pousser le conducteur dans ses derniers retranchements. La console centrale accueille une commande de boîte identique à celle de l'A110 avec trois boutons (D, N et R). La planche de bord reçoit un traitement particulier avec la signature "A290" mais aussi des matériaux "nobles" à l'image du cuir surpiqué. Les sièges affichent des lignes très proches de ceux de la 5 mais ils offrent un meilleur maintien notamment latéral.

Deux niveaux de puissance (180 ou 220 ch) mais une seule batterie de 52 kWh

Sous le capot, cette A290 sera donc 100 % électrique. Elle reprend le moteur de la Mégane E-Tech, qui sera décliné en deux versions : la première développera 180 ch et un couple de 285 Nm en pics tandis que la seconde disposera de 220 ch et 300 Nm, lui



permettant d'abattre le 0 à 100 km/h en 6,4 s. Un système de launch Control sera aussi disponible. Ces deux déclinaisons seront dotées de la même batterie de 52 kWh de la compacte au losange lui garantissant une autonomie de 380 km. Pour ce qui est de la recharge, Alpine annonce une capacité de 100 kW en courant continu (15 à 80 % de charge en 30 minutes) et 11 kW en alternatif.

Mais le domaine dans lequel on attend le plus cette Alpine, c'est bien évidemment le comportement. L'A110 est un modèle de légèreté et d'efficacité, il faut espérer que cette A290 suive cette même tendance. Les ingénieurs nous ont ainsi annoncé un poids de 1 479 kg, soit l'équivalent de celui de la R5. C'est nettement plus que l'A110 mais cette masse est contenue pour une électrique. Toutefois, le principal travail a porté sur le châssis. Celui-ci s'inspire dans les grandes lignes de la R5 mais de nombreuses pièces

sont spécifiques à l'image du berceau moteur en aluminium, des suspensions à butées hydrauliques, des freins Brembo semblables à ceux de l'A110, du train arrière multibras aux réglages revisités et des barres anti-roulis de plus gros diamètre. Mais ce n'est pas tout puisque Alpine a profité de l'occasion pour s'allier à Michelin afin de proposer trois pneumatiques spéciaux : un pour l'hiver et deux pour été (Pilot Sport EV et Pilot Sport S5). Les metteurs au point de la marque ont également mis en place de multiples aides à la conduite comme un Traction Control ou un contrôle dynamique du couple. Le but : rendre la voiture joueuse. Alpine annonce un train arrière mobile au levier de pied et un ressenti de la pédale de frein proche d'une thermique. Enfin, pour renforcer l'ambiance sportive, cette A290 sera dotée d'une sonorité unique. Quatre modes de conduite seront aussi au catalogue : Save, Normal, Sport, Perso.

À partir de 38 000 €, voici la gamme complète

Même si les prix de cette A290 ne sont pas totalement connus pour l'instant, on sait qu'ils débiteront à partir de 38 000 € (bonus électrique non déduit). La gamme se compose de deux niveaux d'équipement et de quatre offres. L'entrée de gamme GT est équipée d'un moteur de 180 ch, de jantes alliage 19 pouces, de projecteurs full LED, d'un régulateur de vitesse adaptatif, de sièges sport chauffants, d'une sellerie tissu, d'un volant sport en cuir Nappa, le système d'info-divertissement est complété avec Alpine Portal intégrant les services Google et la navigation avec planification d'itinéraire électrique. Android Auto et Apple CarPlay peuvent y être connectés sans fil. Enfin, les aides au stationnement avant et arrière ainsi que la caméra de recul sont aussi de série. Ensuite, l'A290 GT Premium orientée confort et raffinement se distingue par son toit noir, ses vitres arrière surteintées, ses étriers de freins Bleu Alpine, son habitacle en cuir Nappa, son système audio premium Devialet avec Alpine Driving Sound, le volant chauffant, le chargeur smartphone à induction et les rétroviseurs extérieurs rabattables électriquement.

L'A290 GT Performance reçoit le moteur le plus puissant, la monte pneumatique Michelin Pilot Sport 5 spécifique, les étriers de freins rouges, les monogrammes noirs, les rétroviseurs extérieurs rabattables électriquement et les fonctionnalités Alpine Telemetrics.

Le niveau GTS représente le haut de gamme avec l'équipement le plus riche, mais aussi la puissance la plus importante et avec quelques spécificités comme les jantes Snowflake noires.

Enfin, Alpine va lancer une série limitée dénommée « A290 GTS Première Edition ». Vendue à 1 955 exemplaires, elle est déclinée dans cette livrée ainsi qu'en trois versions exclusives : Beta inspirée du show-car A290_β avec des couleurs blanches et noires contrastées, La Grise et La Bleue. Elles ont toutes pour point commun d'avoir une livrée exclusive, un suréquipement et une plaque série limitée sur la console centrale. Après cette sortie lors des 24 heures du Mans, l'A290 connaîtra un beau bain de foule à l'occasion du prochain Mondial de Paris avant une commercialisation qui interviendra en fin d'année 2024.

CASQUETTE, SLOGAN, MEETING...

Elon Musk est bien le supporter numéro 1 de Donald Trump

À l'endroit même où il fut l'objet d'une tentative d'assassinat le 13 juillet dernier, Donald Trump a trouvé son meilleur représentant samedi : Elon Musk. Le milliardaire est le soutien de poids de l'ancien président américain.

Ce week-end, Donald Trump était de retour à Butler, dans l'État de Pennsylvanie, là où il fut visé par un tireur cet été, qui le blessa à l'oreille, faisant de lui le miraculé que les Républicains américains espéraient. L'ancien président, de nouveau candidat à la Maison-Blanche, a invité sur scène un certain Elon Musk, qui l'a accompagné dans son retour triomphal. Le patron de Tesla et SpaceX, casquette « Make America great again » sur la tête, a appelé les Américains à voter en masse, devenant de fait le représentant numéro un de « son » président.

À chacun sa star : Kamala Harris a Taylor Swift, Donald Trump a Elon Musk

Évidemment, voir Elon Musk carrément prendre la parole dans un meeting de Donald Trump durant une dizaine de minutes, a de quoi surprendre, voire choquer pour certains. D'autres rétorqueront que si Trump est soutenu par l'homme aux 200 millions de followers sur X, ex-Twitter, Kamala Harris est, elle, encouragée par la superstar Taylor Swift et ses 283 millions d'abonnés sur Instagram. Un point partout, balle au centre.

Sauf que l'un des deux, en l'occurrence Elon Musk, a tendance à crier un peu trop fort son soutien à l'ancien et peut-être prochain président des États-Unis. Ces dernières heures, il s'est donc affiché à côté de lui en meeting, passons. Mais il a surtout changé de photo de profil sur son compte X. Le visuel est d'ailleurs « rigolo », puisqu'il s'agit d'un vulgaire montage, avec une photo-portrait d'Elon Musk apposée sur un drapeau américain numérique en fond. Et la casquette, elle, est celle que portait le fantasque milliardaire durant le meeting, frappée du slogan trumpiste « Make America great again », traduisez Rendre l'Amérique à nouveau grande.



Musk dit vouloir protéger la démocratie

Mais Elon Musk ne s'est pas arrêté là. Il a publié, ce week-end, une longue série de tweets et de retweets, certains encensant son champion Donald Trump, d'autres fustigeant sa concurrente démocrate Kamala Harris, actuelle vice-présidente. Elon Musk a aussi épinglé la vidéo complète (3h30) du meeting donné par Trump sur son compte. Cette seule reprise fait déjà état de 32 millions de vues sur la plateforme délocalisée au Texas. Cela nous amène d'ailleurs à parler un peu du fond. Durant son speech, Elon Musk a envoyé une pique en direction de la Californie, État qu'il a quitté avec X, pour transférer son siège en Texas, une terre favorable à Donald Trump. Pourquoi parlons-nous de la Californie ? Car cette dernière fait partie de la quinzaine d'États des USA ayant adopté une législation qui interdit aux gouvernements locaux d'imposer une identification des électeurs du coin. « Cela n'a aucun sens », a pesté Elon Musk face à Donald Trump. « Comment êtes-vous censés avoir une bonne et valable élection s'il n'y a pas de pièce d'identité pour voter ? », a-t-il demandé à la foule.

Celui qui est aussi le dirigeant de Neuralink a appelé les citoyens des derniers États où il est encore possible de s'enregistrer pour voter, l'Arizona et la Géorgie, à s'inscrire au plus vite et à encourager leurs proches à le faire également. « Votez, votez, battez-vous, battez-vous », a martelé Musk à la foule, reprenant les éléments de langage de Donald Trump, qui appelle à « défendre la liberté d'expression, fondement de la démocratie » à ses yeux. Un sacré duo !

Celui qui est aussi le dirigeant de Neuralink a appelé les citoyens des derniers États où il est encore possible de s'enregistrer pour voter, l'Arizona et la Géorgie, à s'inscrire au plus vite et à encourager leurs proches à le faire également. « Votez, votez, battez-vous, battez-vous », a martelé Musk à la foule, reprenant les éléments de langage de Donald Trump, qui appelle à « défendre la liberté d'expression, fondement de la démocratie » à ses yeux. Un sacré duo !

LE COURS D'UBISOFT FLAMBE

L'entreprise sur le point d'être vendue ?



Ubisoft connaît actuellement des difficultés qui poussent ses principaux actionnaires à réfléchir. La sortie « en chantier » de Star Wars Outlaws et le récent report d'Assassin's Creed Shadows auront plombé les comptes d'Ubisoft en cette rentrée de septembre... et joyeusement fait chuter son cours en Bourse. Pourtant, malgré ces mauvaises nouvelles et une concurrence toujours plus impor-

tante dans le secteur du jeu vidéo, l'action d'Ubisoft a bondi de plus de 30 % dans le seul après-midi de vendredi. Sorcellerie ?

Un bond de plus de 33 % en un après-midi...

Non, il n'est évidemment pas question de magie noire, et si le cours de l'action Ubisoft a ainsi rebondi dans la journée d'hier, c'est que des ru-

meurs vont bon train autour d'un éventuel rachat du groupe « français ». Français entre guillemets, car aujourd'hui, Ubisoft est certes encore détenu à 15,05 % par ses fondateurs, les frères Guillemot, mais les actions du groupe sont également entre les mains de la société chinoise Tencent (9,74 %) et de très nombreux autres porteurs. Les deux principaux actionnaires détiennent toutefois près de 30 % des droits de vote, et leur voix a donc son importance.

Alors, quand la rumeur évoque une possible revente du groupe, les esprits s'échauffent... et l'action grimpe, comme elle a pu le faire de 33,52 % à 14,2 euros au cours de l'après-midi du vendredi 4 octobre.

... mais une chute de 40 % depuis début 2024

Cette « performance » ne doit toutefois pas faire oublier qu'à l'inverse, depuis le début de l'année, l'action Ubisoft aura plutôt eu tendance à dégringoler. En neuf mois, elle a ainsi perdu 39,8 % de sa valeur. Il s'agit évidemment d'un signe des difficultés que connaît actuellement le groupe, et qui sont sans doute à l'origine de cette hypothétique volonté de revendre. Notez qu'il ne s'agit que de rumeurs, même si, insistantes, celles-ci évoquent la rencontre entre les deux principaux actionnaires (Tencent et la famille Guillemot) et divers conseillers afin « d'explorer les moyens de stabiliser Ubisoft et d'augmenter sa valeur », rapporte l'agence Reuters, citée par Boursorama. Une autre source rapportée par Bloomberg va plus loin en précisant que « les deux entités pourraient également s'associer pour sortir Ubisoft de la cote ».

Astrazeneca cartographie le système immunitaire avec le machine learning

Le groupe pharmaceutique suédo-britannique Astrazeneca va exploiter le machine learning pour cartographier le système immunitaire avec la start-up Immunai. Objectif : créer plus rapidement de nouveaux vaccins ou traitements. Selon une étude Deloitte citée par le Leem (organisation professionnelle des entreprises du médicament en France), en 2022, le développement d'un nouveau médicament représentait un investissement moyen de 2,3 Md\$ sur une durée moyenne supérieure à 7 ans. C'est sans nul doute une des raisons majeures qui fait du secteur un des plus friands d'IA. En analysant rapidement les données à disposition et en identifiant des diagnostics ou des innovations, l'IA, ou plus précisément le machine learning, fait partie des outils potentiels de réduction de la durée de développement d'une molécule, donc de son coût.

Le suédo-britannique AstraZeneca vient justement de signer un contrat d'un montant de 18 M\$ avec la jeune pousse américano-israélienne Immunai. Née en 2018, cette start-up à la double expertise en biologie unicellulaire et IA a développé une solution de cartographie du système immunitaire. Une solution susceptible d'améliorer l'efficacité et les taux de réussite d'essais cliniques sur le cancer.

Puîser dans le réservoir inexploité des data multi-omiques

D'autant qu'Astrazeneca compte exploiter une mine de données encore insuffisamment utilisée, si l'on en croit Iker Huerga, chief data scientist de l'industriel. Dans une publication LinkedIn, ce dernier précise que les travaux avec la start-up serviront à « améliorer [la] stratégie de R&D axée sur les données et obtenir de nouvelles informations sur les mécanismes d'action des immunothérapies ». « Notre collaboration [avec Immunai] permettra également d'explorer le potentiel de la multi-omique et de l'IA pour éclairer la sélection des doses et l'identification des biomarqueurs, poursuit-il. La multi-omique intègre les données dynamiques du transcriptome, du protéome et du métabolome, et représente un réservoir d'informations largement inexploité. L'IA nous aide à obtenir des informations précieuses à partir de ces datasets et pourrait transformer la prise de décision à tous les stades de la découverte et du développement de médicaments, de l'identification des cibles aux essais cliniques ».

Accélérateur				Célèbres falaises				Tombée					
Malheurs		Après-midi au spectacle		Capitale du Yémen		Pichet		Perçais		Sucre simple		Intronisât	
												Petit fût	
Disette		Instrument à cordes en Iran				Lettre grecque				Pour écouter			
		Parapet				Estampe venant d'Epinal	Nouveau congé				Métal précieux		
							Lequel				Victoire de Napoléon		
Changeant										Archives à la télé			
Instrument à corde										Insecte vorace (deux mots)			
				Jeu									
				Moulure saillante									
Imagine		Greffai						Petite vallée	Solipède				Immortalité
					Rivière du Congo				Roter				
							Corrompue						
Justification		Enlève les souillures	Voie citadine				Le cinéma est le septième				Pour unir		
			Lieu de fouilles				Bouche cornée				Partie de chaîne		
						Flirt							
						Liquide vital							
Par	Consumée							Osé				Conjonction de coordination	
	Insectes												
			Petit conservateur					Partie mâle d'un assemblage Naiguère					
			Agence spatiale					l'Union Européenne					
Membrane de l'oeil					Surveillants		Plante potagère						
Davantage							Schlingues						
				Prêtres celtes		Mourir						Humour	
						Conjonction							
Supprimé											Sélénium		
Enzyme									Étau		Adminis-trais		
			Munie d'un pneu					Tâche d'un journaliste					Situées chez le notaire
			Plante aromatique										
Sport	Vagabonde	Anciennes mesures pour les étoffes						Vrais					
		Petite personne						Lettre phénicienne					
						Amas	Frousse					Epouse d'Athamas	
							Estuaire						
Opération éclair					Nattais								
Aspirai par les narines					Note de musique								
								Fleuve français					
Dedans			Graine							Au secours			

L'année 2023 a été la plus sèche pour les rivières du monde depuis plus de 30 ans

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a déclaré que l'année 2023 a été la plus sèche pour les rivières du monde depuis plus de 30 ans. Un rapport de l'OMM publié lundi a alerté sur "la rareté et le stress croissants affectant les ressources mondiales en eau", soulignant que "l'année 2023 a été la plus sèche pour les rivières du monde depuis plus de trois décennies". De plus, au cours des cinq dernières années consécutives, "les débits des rivières ont été bien inférieurs à la normale et les apports des réservoirs ont suivi une tendance similaire". Selon le rapport, "cette situation réduit la quantité d'eau disponible pour les communautés, l'agriculture et les écosystèmes, exerçant ainsi une pression accrue sur l'approvisionnement mondial en eau".



TOURISME

La formation des ressources humaines, essentielle au développement du secteur

La formation des ressources humaines est "essentielle pour le développement du secteur du tourisme", a indiqué, lundi à Bou Saâda (M'sila), le secrétaire général du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Rachid Bennacer. Le même responsable a souligné, lors du lancement officiel de l'année de formation 2024-2025 à l'Institut national de l'hôtellerie et du tourisme de Bou Saâda, que la formation des ressources humaines "occupe une place prépondérante car elle permet d'assurer la qualité des services fournis et de doter les établissements touristiques des compétences nécessaires". Dans son intervention à cette occasion, M. Bennacer a précisé que la carte de formation du secteur du tourisme "a pris en compte l'offre locale dans les domaines liés aux métiers du tourisme dans le cadre du plan national de développement du secteur". Il a instruit les responsables du suivi du projet de réhabilitation de l'Institut à l'effet de respecter les délais fixés pour l'achèvement de cette action de rénovation afin de garantir une meilleure formation aux étudiants-stagiaires.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Près de 400.000 nouvelles places pédagogiques pour la prochaine rentrée

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a indiqué, hier, que le secteur offrait près de 400.000 nouvelles places pédagogiques à l'échelle nationale, à l'occasion de la rentrée professionnelle 2024/2025 (session d'octobre). Invité du "Forum de la Radio" (chaîne 1), le ministre a fait savoir que le secteur offrait près de 400.000 nouvelles places pédagogiques à l'échelle nationale dans différents modes et dispositifs de formation, y compris la formation en présentiel et la formation par apprentissage, et ce à l'occasion de la rentrée professionnelle (session d'octobre), prévue mardi. Ces nouvelles places, a souligné M. Merabi, incluent également la formation en milieu rural, au profit de la femmes au foyer et des personnes aux besoins spécifiques, outre les nouvelles places disponibles dans les établissements de formation privés agréés, ajoutant que le secteur avait pris "toutes les mesures et

mobilisé tous les moyens nécessaires" à l'occasion de cette rentrée qui porte le thème: formation professionnelle .. autonomisation économique et gouvernance numérique". Par ailleurs, M. Merabi a fait état de nouvelles spécialités dans les domaines de l'agriculture, de la numérisation et des nouvelles technologies, tout en rappelant certaines spécialités qui figurent parmi les programmes de formation professionnelle en vue d'accompagner les projets de développement. Il a, également, indiqué que le secteur focalisait, à travers les offres de formation, sur les filières professionnelles prioritaires, rappelant la signature de conventions de partenariat avec plusieurs secteurs et entreprises économiques dans ce domaine. Le secteur œuvre à garantir une formation dans des spécialités en adéquation avec les exigences de l'économie nationale et conformément aux besoins des entreprises économiques quant à la main d'œuvre qualifiée, précise le mi-

nistre. Le ministre a mis en avant l'intérêt accordé par le secteur à la catégorie des personnes aux besoins spécifiques, à travers les spécialités et les places pédagogiques assurées à leur profit au niveau de cinq (5) centres de formation régionaux (Alger, Boumerdès, Laghouat, Skikda et Relizane), qui sont dotés des moyens nécessaires pour permettre à cette catégorie d'acquérir des qualifications pour accéder au monde du travail. Il a évoqué les mesures prises en matière de numérisation, notamment la gestion pédagogique et administrative à travers le lancement de plusieurs applications et plateformes numériques. Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a, en outre, affirmé que le secteur porte un intérêt à la phase post-formation en vue d'accompagner les jeunes diplômés dans la réalisation de leurs propres projets à travers la création de "la maison de l'accompagnement et de l'insertion professionnelle" au niveau des établissements de formation.

CAISSE NATIONALE DE MUTUALITÉ AGRICOLE

Signature d'une convention technique de partenariat avec la FNHT

Une nouvelle convention technique a été signée lundi entre la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et la Fédération nationale de l'hôtellerie et du tourisme (FNHT), visant un accompagnement effectif du secteur du tourisme et de l'hôtellerie à travers une offre assurantielle adaptée et des services de gestion des risques. Cette convention technique qui intervient suite à une convention-cadre signée précédemment avec la FNHT constitue "un jalon important pour le partenariat entre

les deux organismes", souligne dans un communiqué la CNMA qui met l'accent sur "la nécessité d'une couverture assurantielle adéquate, indispensable pour sécuriser les investissements et les actifs du secteur hôtelier". Dans cette optique, le CNMA affirme que son partenariat avec la FNHT revêt "une importance capitale" car, est-il indiqué dans le communiqué, "en garantissant aux professionnels du secteur une couverture assurantielle sur-mesure, la caisse contribue à réduire les risques auxquels ils sont

confrontés, tout en les incitant à investir davantage, notamment dans les régions rurales et agraires". Abondant dans le même sens, la même source souligne qu'en tant que partenaire de confiance, la CNMA offre des solutions adaptées aux besoins spécifiques du secteur incluant "non seulement la couverture des risques liés aux infrastructures, mais aussi des conseils et un accompagnement personnalisé, permettant ainsi aux hôteliers de se concentrer sur le développement de leurs activités en toute sérénité".

Aussi, la CNMA, à travers ses 71 caisses régionales et près de 570 bureaux locaux, s'engage à garantir des conditions "avantageuses" aux adhérents de la FNHT relevant que l'offre de services s'étend aussi à "la formation, la prévention, et l'intervention rapide en cas de sinistre, avec un accent particulier mis sur la protection des biens assurés". Et de poursuivre: "en incitant les hôteliers à s'investir dans les zones rurales, la CNMA contribue également à dynamiser le tourisme agricole, ouvrant ainsi de nouvelles perspec-

tives pour l'économie locale et nationale". Dans son intervention, le directeur général de la CNMA, Cherif Benhabiles a indiqué que cette convention marque "une étape importante dans l'histoire des deux organismes". "Cette convention ouvre la voie à une coopération renforcée dans des domaines essentiels tels que la prévention des risques, la gestion des sinistres, et la couverture des biens et des activités du secteur touristique", a-t-il ajouté.

NÂAMA

Lancement d'une opération de lutte contre la désertification sur plus de 230 hectares

Une importante opération de lutte contre la désertification, de réhabilitation et d'extension des zones forestières a été lancée, dernièrement dans la wilaya de Nâama, sur une superficie de 232 hectares pour un investissement de 104 millions de dinars, a-t-on appris, lundi, auprès de la Conservation des forêts. Cette opération, dont les travaux ont été confiés à cinq entreprises spécialisées, vise à préserver les ressources des zones forestières, des superficies d'alfa et des

espaces naturels vulnérables, ainsi que l'augmentation de la productivité de ces écosystèmes et l'extension de la plantation vers les zones qui enregistrent l'avancée de sable, a souligné le Conservateur des forêts, Rachid Hitache. Ces travaux se déroulent au niveau de certaines communes, avec la plantation de différentes espèces d'arbustes dont le caroubier, l'olivier, le saule, l'orme, le cèdre, le térébinthe et autres. En ce qui concerne l'aspect pastoral, cette opération a pris en compte de

mettre l'accent sur les variétés qui ont fait leurs preuves dans la région, telles que la récolte, l'aloé vera, le thym, l'absinthe et autres, selon le même responsable. Un autre programme financé dans le cadre du Fonds national de développement rural, auquel un montant de 216 millions DA a été alloué, enregistre un "taux d'avancement considérable", avec la réalisation de l'ouverture de 25 km de sentiers et des travaux d'entretien d'environ 130 ha de végétation, dans le cadre de la réhabilitation des

zones endommagées par la chenille processionnaire. L'opération a porté également sur la correction torrentielle pour un volume de 9.500 m3, la plantation de 50 ha d'arbres forestiers, la réalisation de 1.000 ha de réserves pastorales, 15 ha de plantation pastorale, 150 ha d'arbres fruitiers, la fixation de 100 ha de dunes, l'acquisition et la distribution de 135 unités d'énergie solaire, l'aménagement de trois sources d'eau et 98 km linéaires de brise vent.